



Rapport de la 13^{ème} Réunion (4^{ème} Réunion Thématique *ad hoc*) du Conseil de Coordination du Programme 11-12 décembre 2002

Sommaire

1. Ouverture et adoption de l'ordre du jour provisoire	2
2. Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA	2
2.1 Rapport du Président du Groupe de Supervision de l'Evaluation	2
2.2 Rapport du Directeur exécutif de l'ONUSIDA, sur le suivi de l'Evaluation sur cinq ans : Orientations futures de l'ONUSIDA	3
3. Accord de partenariat entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme	10
4. Compte-rendu des visites sur le terrain	13
5. Prochaine réunion du CCP.....	14
6. Autres questions	14
Ressources financières nécessaires aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les pays à revenu faible ou moyen pour les cinq prochaines années	14
7. Adoption des décisions, recommandations et conclusions	16
Annexe 1 – Ordre du jour	17
Annexe 2 – Décisions, recommandations et conclusions	18
Annexe 3 – Liste des participants	28

1. Ouverture et adoption de l'ordre du jour provisoire

1. La treizième réunion du Conseil de Coordination du Programme (CCP) ainsi que la quatrième réunion thématique *ad hoc* ont eu lieu les 11 et 12 décembre 2002, à l'Hôtel Palacio do Estoril, à Estoril au Portugal. Des visites sur site étaient organisées le 10 décembre 2002. La liste des participants constitue l'Annexe 3.

2. Au nom du Portugal, le Président du CCP, Son Excellence M. Luis Filipe de Conceicao Pereira, ministre de la santé, a ouvert la réunion, souhaité la bienvenue aux participants et salué le Portugal. Reconnaissant que l'ONUSIDA a représenté un exemple important de la réforme des Nations Unies, le Dr Pereira a noté que le Programme était actuellement confronté à des défis monumentaux, liés à l'évolution rapide de l'épidémie de VIH/SIDA. Parmi ces défis, il faut citer la nécessité urgente de : 1) l'intensification de la riposte ; 2) de l'universalité de l'accès à la prévention, aux soins et aux traitements ; et 3) de l'élimination du clivage Nord / Sud. Le Président a ensuite présenté l'ordre du jour provisoire, notant qu'un point supplémentaire avait été proposé par le Secrétariat de l'ONUSIDA sous «6 » – Autres questions, correspondant à l'examen du document de séance : *Ressources financières nécessaires aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les pays à revenu faible ou moyen pour les cinq prochaines années* (UNAIDS/PCB(13)/02.5). Le Président a décrit l'organisation des trois groupes de travail chargés d'examiner l'Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA (UNAIDS/PCB(13)/02.2) et la réponse de l'ONUSIDA, *Orientations futures : réagir à l'Evaluation sur cinq ans du Programme* (UNAIDS/PCB(13)/02.3).

3. L'ordre du jour provisoire (UNAIDS/PCB(13)/02.1), avec la modification susmentionnée, a été adopté (voir Annexe 1).

2. L'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA

4. Le Président s'est félicité de la présence du Dr Euclides Castilho (Président du Groupe de supervision de l'évaluation – GSE) ainsi que de Mme Toril Skard (Vice Présidente), venus présenter les résultats de l'Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA. Il a également souhaité la bienvenue au Dr Peter Piot (Directeur exécutif de l'ONUSIDA) qui présenterait son rapport en réponse à l'évaluation.

2.1 Rapport du Président du Groupe de Supervision de l'Evaluation

5. Le Dr Castilho a rappelé que, deux ans auparavant à Rio de Janeiro, le CCP avait approuvé la composition du Groupe de supervision de l'évaluation et l'avait nommé, lui, Président de ce Groupe. A partir de ce moment-là, le GSE s'était appliqué à relever le défi que constituait la traduction d'un mandat exhaustif et complexe en un programme de travail, qui, entre autres, garantissait les principes d'indépendance, de transparence et de participation des parties prenantes. Le Dr Castilho a déclaré que, selon le GSE, le Rapport final était conforme aux attentes du CCP, et notamment que l'Evaluation « contribuerait à guider le développement programmatique et l'élaboration des politiques du Programme à tous les niveaux ». Le Dr Castilho a ensuite mis en relief un certain nombre de points clés extraits du Rapport d'appréciation du GSE : la méthodologie utilisée pour l'Evaluation a été pertinente, elle a répondu aux critères énoncés dans le Mandat, et elle a permis d'obtenir les données suffisantes pour étayer les conclusions de l'Equipe d'Evaluation. En outre, le Rapport d'Appréciation a donné une description des mesures prises par le GSE dans le cadre de sa mission de supervision de l'Evaluation ; pour finir, les recommandations issues de l'évaluation sont tournées vers l'avenir et ne manqueront pas d'utilité

pour l'examen des orientations futures de l'ONUSIDA, et les formalités suffisantes ont été mises en route pour garantir un suivi approprié.

6. Le Dr Castilho a souligné que les dispositions administratives relatives à l'évaluation étaient d'un genre unique et sans précédent, vu qu'au départ aucun des membres du GSE ne se connaissait, et que pourtant tous ensemble ils avaient fait cause commune autour de l'élaboration d'un Rapport d'Evaluation qui renforcerait le travail futur du Programme pour contrer le VIH/SIDA. En particulier, il a souligné l'existence d'une bonne synergie entre le GSE et l'Equipe d'Evaluation, et l'ouverture permanente de l'équipe aux suggestions du GSE et des parties prenantes d'un bout à l'autre du programme de travail. Le Dr Castilho a évoqué la valeur et le volume important du travail de la Vice Présidente ainsi que des autres membres du GSE, ainsi que de celui du Responsable et des membres de l'Equipe d'Appui administratif. En conclusion, il a remercié le Secrétariat de l'ONUSIDA pour sa coopération et sa bonne volonté. Il a également remercié les donateurs qui ont contribué financièrement et en nature à cette évaluation. Il s'agit de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Chine, du Luxembourg, de la Norvège, de la Suède et du Royaume-Uni.

2.2 Rapport du Directeur exécutif de l'ONUSIDA, sur le suivi de l'Evaluation sur cinq ans : Orientations futures de l'ONUSIDA

7. Le Dr Peter Piot (Directeur exécutif de l'ONUSIDA) a remercié le Gouvernement du Portugal ainsi que le Dr Pereira de leur travail dans le cadre de l'exercice de la présidence du CCP et de leur pilotage de cette réunion importante lors de laquelle seraient examinées les orientations futures de l'ONUSIDA. Il a également remercié le Dr Castilho, le GSE ainsi que l'Equipe d'Evaluation pour les efforts qu'ils ont déployés dans la conduite de l'évaluation. Le Dr Piot a ensuite présenté son rapport intitulé *Orientations futures de l'ONUSIDA : réagir à l'Evaluation sur cinq ans du Programme* (document UNAIDS/PCB(13)/02.3), soulignant que ce rapport avait été rédigé en réponse aux conclusions et recommandations du Rapport final de l'Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA. Le rapport contient : un historique rapide de l'Evaluation sur cinq ans ainsi que les consultations auxquelles elle a donné lieu ; un aperçu du contexte dans lequel la réponse a été formulée ; une description des problèmes passés et actuels dans les domaines clés ; 39 propositions d'action en réponse aux conclusions et recommandations du Rapport d'Evaluation ; et des suggestions concernant un mécanisme ainsi qu'un calendrier pour faire rapport au CCP sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations.

8. Le Dr Piot a expliqué que le rapport énonçait un certain nombre de propositions d'action destinées à améliorer la performance et le fonctionnement de l'ONUSIDA, et faire en sorte qu'il puisse plus efficacement soutenir un élargissement de la riposte à l'épidémie. Il a décrit brièvement le contexte dans lequel il convenait d'examiner ces propositions, soulignant que, bien que le monde n'ait pas encore opposé une riposte à la mesure de l'épidémie, ni compris totalement ses effets, il est démontré qu'une riposte bénéficiant des ressources appropriées peut ralentir l'épidémie. Dans cette optique, il faudra utiliser le savoir scientifique disponible, et investir dans de nouvelles technologies. Le Dr Piot a souligné que pour réussir il faudra : 1) que les ripostes nationales soient multisectorielles et totales ; 2) que la durabilité des ressources nécessaires soit assurée par des partenariats effectifs et à assise large ; et 3) que l'intensification de l'action dans le domaine de la prévention, des soins et des traitements intervienne sans plus attendre ; en même temps, celle dans d'autres domaines appelle des investissements supplémentaires pour les infrastructures. Il a noté que la création d'un mouvement mondial, avec ce chemin stratégique unanimement avalisé que constitue la Déclaration d'engagement de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA (UNGASS) en juin 2001, représentait une avancée majeure.

L'association « buts établis d'un commun accord + mobilisation de l'engagement politique + percées technologiques + augmentation des ressources » pouvait permettre de transformer une riposte marginale en riposte totale et efficace.

9. Le Dr Piot a déclaré que le but global de l'implication du système des Nations Unies était d'offrir un leadership dans le cadre de la collaboration et de l'appui offerts au niveau mondial, pour des ripostes pays effectives. Il a pris note de la mise en évidence par l'évaluation du fait que plusieurs succès étaient intervenus au niveau mondial et qu'il fallait un soutien accru au niveau national. En conséquence de quoi le rapport du Dr Piot proposait 39 actions, dont la majorité visait à renforcer la capacité du Programme à répondre aux besoins des pays (niveau national). Le Dr Piot a rappelé les cinq fonctions centrales de l'ONUSIDA : 1) leadership et plaidoyer ; 2) diffusion de l'information stratégique ; 3) surveillance, suivi et évaluation de l'épidémie et la riposte ; 4) promotion de l'engagement de la société civile ; et 5) mobilisation des ressources financières, techniques et politiques.

10. Le Dr Piot a ensuite décrit quatre groupes dans lesquels se classent les propositions d'action : d'abord celles relatives au renforcement de la capacité de suivi et d'évaluation ; à la planification ; aux partenariats avec la société civile et le secteur privé ; et la mobilisation et le suivi des ressources ; deuxièmement, les mesures concernant l'obligation redditionnelle et le fonctionnement des Equipes de Pays des Nations Unies, et notamment les coordonnateurs de programme ONUSIDA dans les pays, et les Plans d'Appui à la Mise en Œuvre de la Riposte nationale ; troisièmement les mesures destinées à accroître de façon substantielle la quantité, la qualité et la pertinence de l'information stratégique relative à l'épidémie et à ses effets, et notamment le Système d'Information sur les Ripostes des Pays (CRIS). Le Dr Piot a précisé que son rapport ne traitait pas totalement les recommandations concernant la direction, dans la mesure où elles relevaient plus pertinemment du travail du CCP. Toutefois, par rapport à la recommandation de l'Equipe d'évaluation suggérant le remplacement du Comité des Organismes Coparrainants (COC) par un Conseil de Gestion, le Dr Piot a dit que ceci mélangerait les fonctions de direction et d'administration du Programme. Il a donc proposé une autre approche, décrite aux paragraphes 114 à 121 de son rapport.

11. Le Dr Piot a également appelé l'attention sur le document de séance : *Future Directions of UNAIDS : Note on Costing Options* (UNAIDS/PCB(13)/Conf. Paper 1), qui donnait une estimation approximative des implications financières des actions proposées. Le Secrétariat a estimé que la mise en œuvre complète des actions proposées nécessiterait un budget de base d'environ US\$ 270 millions pour le prochain exercice, ce qui correspondait plus ou moins à 4,8% des US\$ 2,8 milliards de décaissement actuellement consacrés à la lutte contre le SIDA, et probablement à nettement moins de 3,5% du montant accru des décaissements SIDA probables au cours du prochain exercice.

12. Le Dr Piot a conclu en signalant que c'était la première fois qu'un organe directeur d'un programme du système des Nations Unies commandait une évaluation indépendante de son propre travail, ainsi que du programme ou de l'institution qu'il dirigeait. Il a prié le CCP d'examiner attentivement chacune des actions proposées dans son rapport et de donner des avis en réponse à l'évaluation des cinq premières années du Programme.

13. Le Dr Debrework Zewdie, (Conseillère SIDA à la Banque mondiale), en sa qualité de Présidente du Comité des Organismes Coparrainants (COC), a fait une déclaration au nom du COC. Le Dr Zewdie a exprimé sa satisfaction au CCP ainsi qu'aux membres du GSE concernant l'évaluation sur cinq ans, voyant en elle une occasion cruciale d'améliorer les efforts et l'appui de

l'ONUSIDA. Elle a précisé que le Rapport du Directeur exécutif avait été rédigé avec la participation pleine et entière de l'ensemble des Coparrainants ; qu'il exprimait la vision des Coparrainants et du Secrétariat – tous engagés à la traduire en actions concrètes par le biais du Budget-Plan de Travail intégré (BPTI) et de son exécution. Elle a pris note du fait que le principal défi posé par les conclusions de l'évaluation résidait dans le renforcement de l'action à l'échelon pays, à la fois en termes de couverture et de contenu ; que ceci impliquait une attention accrue au niveau de la mise en œuvre des plans stratégiques nationaux, une gestion des obstacles opérationnels s'opposant à l'intensification, une mobilisation intensifiée du leadership et des organisations, et l'offre de services et ressources aux familles et communautés en ayant le plus besoin. Malgré l'augmentation des ressources disponibles grâce au Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA [de la Banque mondiale] ainsi qu'au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, certains pays n'ont pas encore la capacité d'utiliser ces ressources avec toute l'efficacité voulue. Le Dr Zewdie a insisté sur le fait que les retombées de l'évaluation et de la réaction de l'ONUSIDA devront se mesurer par rapport au nombre de jeunes armés des interventions appropriées pour rester séronégatif ; au nombre de gens bénéficiant de soins, d'un appui et d'un traitement ; au nombre de mères et de nourrissons demeurés séronégatifs ; au nombre d'orphelins qui auront été pris en charge ; et, par-dessus tout, au renversement du cours de l'épidémie. En conclusion, elle a déclaré que les Coparrainants attendaient avec intérêt les directives que donnerait le CCP.

14. Le CCP a remercié le Gouvernement du Portugal d'avoir organisé la réunion, s'est déclaré satisfait du travail excellent et approfondi du Groupe de Supervision de l'Evaluation et de l'Equipe d'Evaluation, et a remercié le Dr Castilho d'avoir assumé la présidence du GSE. Le CCP a félicité le GSE ainsi que l'Equipe d'évaluation de l'excellence du Rapport d'Evaluation. Le CCP a également remercié le Dr Piot pour son rapport, qui abordait les recommandations de l'évaluation et y réagissait avec réflexion. Le CCP a de plus félicité le Dr Piot ainsi que l'ONUSIDA pour le travail considérable que le Programme avait accompli durant ses cinq premières années.

15. Le CCP a pris note du fait que cette évaluation représentait un effort sans précédent et qui ferait date, d'évaluation systématique du Programme des Nations Unies, centré sur l'un des problèmes les plus tragiquement graves auquel le monde soit confronté aujourd'hui – l'épidémie de VIH/SIDA. Le Rapport d'Evaluation constitue une base solide à partir de laquelle examiner les problèmes difficiles auxquels se heurte l'ONUSIDA, et crée des occasions de concevoir des approches appropriées, exhaustives et efficaces de lutte contre le SIDA pour les années à venir. Si le Rapport d'évaluation a décrit certaines lacunes sur le plan de la performance et des réalisations, il a totalement confirmé le rôle irremplaçable de l'ONUSIDA. Vu l'intérêt de nombreux gouvernements pour les évaluations conjointes et impliquant plusieurs donateurs, et compte tenu de la nature unique et pionnière de cette évaluation et de son processus, il a été suggéré que le GSE et l'Equipe d'appui administratif rédigent un document court sur les « enseignements tirés » durant l'évaluation.

16. Le CCP a fait siennes **les cinq fonctions clés de l'ONUSIDA** exposées par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA dans son rapport (voir paragraphe 9 ci-dessus). Le CCP a invité l'ONUSIDA, dans l'exercice de ces fonctions, à aider à mobiliser le maximum de ressources pour les pays, à promouvoir des stratégies cohérentes et efficaces, à rendre les technologies et les traitements accessibles, et à contrer les effets désastreux sur le développement, provoqués par la pandémie de VIH/SIDA. Lors de l'examen de la question de l'offre de l'information stratégique, le CCP a prié l'ONUSIDA de s'appuyer sur ses succès dans ce domaine et d'améliorer encore sa capacité de collecte et de gestion des données. Le CCP a suggéré que l'ONUSIDA devienne un centre d'informations fiables sur l'épidémie, créant le meilleur accès possible à l'information

stratégique requise par les pays. Cette information doit englober des données sur la prévalence, l'incidence, les tendances comportementales, la mobilisation et l'utilisation des ressources, et les meilleures pratiques, qui doivent être plus largement diffusées. Le CCP a noté que l'un des problèmes majeurs était de parvenir à mieux comprendre les paramètres du changement de comportement, en particulier dans le domaine de la sexualité. Il a prié l'ONUSIDA de relever le défi en stimulant la recherche opérationnelle, en diffusant les meilleures pratiques dans ce domaine, et en aidant les gouvernements à surmonter les obstacles liés aux normes culturelles et sociales. Le CCP a également noté que le concept d'action élargie n'était pas encore tellement bien compris ou appréhendé, en particulier au niveau national et au sein des groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA. Le CCP a suggéré que l'ONUSIDA réalise un consensus conceptuel et opérationnel autour d'une riposte élargie qui s'étende du niveau international au niveau communautaire.

17. Le CCP a souligné **l'importance cruciale des thèmes transversaux** de sexospécificité, droits de la personne humaine et participation des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Il a demandé que ces thèmes soient intégrés à toutes les politiques de l'ONUSIDA et à toutes les actions proposées par le Directeur exécutif. Le CCP a félicité l'ONUSIDA pour le rôle qu'il a joué dans la réalisation d'un large consensus fondé sur une politique, comme exposé dans la Déclaration d'Engagement sur le VIH/SIDA de l'UNGASS, autour du caractère indivisible de la prévention, des soins et des droits de la personne humaine. Toutefois, certains membres du CCP ont noté que des différences subsistaient à l'échelon pays, en particulier au sein des secteurs clés, concernant la façon de mettre ce consensus en pratique. A cet égard, le travail de l'ONUSIDA à l'échelon pays devrait consister à promouvoir l'application cohérente et suivie des meilleures pratiques. Le CCP a invité l'ONUSIDA à poursuivre ses efforts en vue d'aider les gouvernements à forger leur capacité d'accroître l'accès aux soins, en particulier pour les groupes vulnérables, et au traitement antirétroviral.

18. Le CCP a pris note des **réalisations au niveau régional**, et notamment le bon fonctionnement des Equipes interpays de l'ONUSIDA qui offrent un soutien sur les questions transfrontières, ainsi que des réseaux régionaux qui s'échangent des données d'expérience et de l'expertise dans le cadre de mécanismes d'apprentissage horizontal. Excellents exemples cités : l'Amérique Latine, l'Afrique Australe et la CEI. Le CCP a demandé que ce travail au niveau régional continue de recevoir un appui et qu'il se développe encore, et si possible, que les structures régionales existantes soient pourvues des moyens de s'engager dans la lutte contre le VIH/SIDA, si elles ne l'ont pas encore fait. Concernant l'Action 27, sur la question de l'affinement du mandat des Equipes Interpays et du soutien budgétaire en rapport dans le BPTI, le CCP a demandé que le prochain BPTI soumis reflète la révision du mandat et du soutien budgétaire correspondant, en conformité avec les fonctions clés, visant à améliorer et à élargir le travail et l'appui au niveau régional.

19. Le CCP s'est félicité du **centrage** du Rapport d'Evaluation et du Rapport du Directeur exécutif **sur la riposte nationale à l'épidémie de VIH/SIDA**. Tout en notant avec satisfaction les réalisations étonnantes de l'ONUSIDA au niveau mondial, le CCP a souligné que, à ce stade de l'épidémie, un effort concerté s'imposait pour renforcer la riposte du système des Nations Unies à l'échelon pays et améliorer l'appui qu'il offre aux initiatives nationales. Vu l'extension rapide de l'épidémie, l'orientation future de l'ONUSIDA doit prévoir « une intensification de la riposte » à l'échelon pays, au titre de laquelle le système des Nations Unies doit apporter un plus aux efforts des autres partenaires internationaux à l'échelon pays, et doit se concentrer sur l'appui aux efforts nationaux. Le CCP a déclaré que le rôle du système des Nations Unies était de créer un environnement habilitant, avec pour principe directeur l'autodétermination des parties prenantes au

niveau national. Certains membres du CCP se sont déclarés préoccupés par le centrage des Nations Unies sur les « priorités pays », s'il fallait comprendre « les pays les plus durement touchés, avec une forte prévalence du VIH/SIDA ». Des membres du CCP ont insisté sur le fait que les pays où la prévalence est faible mais la vulnérabilité élevée, devaient également être considérés comme des pays prioritaires, à savoir que les efforts dans ces pays doivent être intensifiés maintenant, pour éviter une propagation rapide de l'épidémie à brève échéance.

20. Le CCP a convenu que **le renforcement des capacités nationales** constitue un rôle déterminant pour les Nations Unies. Il a été suggéré que l'ONUSIDA établisse des priorités dans ses fonctions et modifie ses allocations budgétaires de façon à se concentrer sur le renforcement des capacités nationales les plus cruciales. Ces capacités sont notamment : des mécanismes nationaux inclusifs pour coordonner la planification, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation ; des systèmes pour garantir l'intégration des meilleures pratiques dans les stratégies et plans ; une meilleure connaissance au niveau national des ressources disponibles et compréhension de la façon de les utiliser, de se mettre sur les rangs pour en obtenir et de rendre compte de leur utilisation ; et des systèmes qui fournissent l'information de base et les moyens pour l'élargissement des programmes.

21. Le CCP a approuvé les efforts en cours et à venir du système des Nations Unies pour aider les gouvernements nationaux à intégrer **les stratégies multisectorielles de lutte contre le VIH/SIDA** dans les processus et documents de planification nationaux, en particulier les plans de développement social et économique, et les stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté. A cet égard, le CCP a demandé instamment à l'ONUSIDA d'aider les gouvernements à faire concorder la stratégie nationale de lutte contre le SIDA avec les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP), les Cadres de dépenses à moyen terme, et les Approches et Programmes sectoriels (SWAP) dans les domaines pertinents.

22. Le CCP a demandé instamment à l'ONUSIDA d'aider les gouvernements à instaurer des **partenariats plus larges** pour faciliter la mise en œuvre des Plans nationaux de lutte contre le SIDA et l'intensification. Ces partenariats devraient englober les pouvoirs publics, la société civile, les organisations communautaires et confessionnelles, le secteur privé, et les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Le CCP a accueilli avec satisfaction le concept de Forum partenarial et a encouragé les pays qui n'en avaient pas à en envisager la création. Il a également demandé que ces forums aient des objectifs mesurables et des plans d'action. Selon certains membres du CCP, ces forums devraient être présidés par les gouvernements pour garantir davantage la coordination et la conformité avec les Plans nationaux de lutte contre le SIDA.

23. Le CCP a demandé à l'ONUSIDA de veiller à la participation réelle de **la société civile** à tous les aspects de la riposte et en particulier au niveau national. Le CCP a précisé que les ONG et les réseaux de personnes vivant avec le VIH/SIDA ont besoin de bien plus de soutien, s'ils veulent jouer les rôles qu'on attend d'eux aujourd'hui. Un membre du CCP a demandé qu'à l'avenir l'ONUSIDA indique de façon explicite les ressources qui seront consacrées à l'appui des ONG et des personnes vivant avec le VIH/SIDA, et notamment celles pour le développement institutionnel et la coopération avec les pouvoirs publics.

24. Le CCP s'est félicité des faits positifs sur le plan de **la coordination entre coparrainants à l'échelon pays**. Toutefois, il s'est déclaré préoccupé par la multiplicité des programmes, projets et structures à l'échelon pays qui appellent une coordination. Bien que le CCP se soit déclaré satisfait de la participation d'un nombre accru de coparrainants et de partenaires, il a fait remarquer qu'un tel phénomène grossissait l'enjeu que constitue pour l'ONUSIDA la coordination et

l'exercice du leadership. Le CCP a prié les Coparrainants d'assumer une plus grande responsabilité à l'échelon pays quant à la contribution à une approche intégrée de la part du système des Nations Unies, en conformité avec les mandats, l'expertise et les points forts respectifs de chaque organisation.

25. Le CCP a confirmé que les processus actuels de **réforme des Nations Unies** doivent être utilisés pour renforcer encore l'ONUSIDA à l'échelon pays. Le sentiment a été que le fait d'améliorer la reddition de comptes aux niveaux vertical et horizontal concernant les efforts dans le domaine du VIH/SIDA dans le cadre du système des Coordonnateurs Résidents des Nations Unies, comme proposé au titre de l'Action 22, aiderait les Groupes thématiques des Nations Unies à clarifier leurs fonctions et responsabilités. Un certain nombre de membres du CCP ont proposé que l'ONUSIDA et le Groupe des Nations Unies pour le Développement, en tant que principal organe des Nations Unies pour la coordination sur le terrain, élaborent ensemble des propositions concernant d'éventuelles nouvelles structures de direction à l'échelon pays, avec pour principes directeurs la transparence et la responsabilité.

26. Le CCP s'est déclaré conscient de la nécessité d'une **plus grande transparence et responsabilité concernant les plans et budgets du système des Nations Unies à l'échelon pays**, ainsi que la nature et le volume de l'assistance technique offerts aux gouvernements. A cet égard, le CCP a examiné ce résultat de l'évaluation indiquant que les Plans de travail intégré sur le VIH/SIDA ne s'étaient pas avérés constituer des instruments efficaces. Il a également examiné la Recommandation 14 du Rapport d'Evaluation qui proposait d'étendre le processus BPTI au niveau national, afin de répertorier, notamment, le volume des ressources dépensées par le système des Nations Unies pour la lutte contre l'épidémie à l'échelon pays. Le CCP a considéré qu'il serait extrêmement difficile d'étendre ce processus BPTI au niveau national, vu les différences de procédures et de calendrier budgétaire des Coparrainants.

27. Toutefois, le CCP a considéré que les propositions d'action 9 et 10 décrites dans le Rapport du Directeur exécutif concernant la création d'un **Plan d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'équipe de pays des Nations Unies (UN-ISP)** feraient progresser les actions à l'échelon pays du système des Nations Unies, régleraient les questions de transparence et de responsabilité/reddition des comptes, et généreraient un système permettant de mesurer et d'inventorier la contribution de l'ONUSIDA à l'échelon pays. Le CCP a également approuvé la proposition concernant la rédaction d'un rapport de situation annuel par les Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA sous encadrement du Coordonnateur Résident, concernant la mise en œuvre du UN-ISP. Il a été considéré que ceci relancerait le profil et la participation du Coordonnateur Résident, ainsi que l'obligation redditionnelle des Groupes thématiques des Nations Unies.

28. Un membre du CCP a dit que **les fonds pour les Groupes thématiques des Nations Unies** sur le VIH/SIDA devraient devenir plus réguliers et plus systématiques, l'appréciation de leur volume incombant peut-être aux membres des Coparrainants, plutôt que de dépendre des Fonds – rares – d'accélération programmatique. Il a été noté que la collaboration entre le Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA et le Mécanisme de coordination pays du Fonds mondial serait déterminante, et qu'il serait bon de compiler et de diffuser les exemples positifs d'une telle collaboration.

29. Le CCP a pris note des contributions très positives assumées par les **Conseillers de programme ONUSIDA dans les pays (CCP) à l'échelon pays**. Il a été noté, toutefois, que dans certains pays, une certaine confusion régnait encore à propos du statut et des responsabilités des

CCP ; et que la coopération et/ou le soutien accordés aux CCP par le bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies ou celui du responsable du Groupe des Nations Unies sur le VIH/SIDA, n'était pas à son maximum. Le CCP a été d'avis que la contribution des CCP pouvait être améliorée en revalorisant leur statut, en renforçant les critères de sélection, et en clarifiant les attributions et responsabilités. Le CCP a exprimé son approbation de l'Action 24, qui proposait de remplacer le titre de « conseiller de programme dans les pays » par « coordonnateur de programme ONUSIDA dans le pays », et attend avec intérêt la description du statut et des responsabilités rattachées à ce nouveau poste. Le CCP a également demandé que, compte tenu des actions proposées pour accroître son soutien aux pays et intensifier la riposte des Nations Unies à l'échelon pays, l'ONUSIDA renforce sa présence à ce même échelon en termes de personnel. En conséquence, le CCP a également approuvé l'Action 23, qui proposait une augmentation du personnel ONUSIDA, en particulier à l'échelon pays.

30. En ce qui concerne la direction du Programme, le CCP a pris note des recommandations du Rapport d'Evaluation, ainsi que des actions proposées par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA. Le CCP a reconnu l'importance cruciale de la question de la direction de l'ONUSIDA, y compris l'autorité et l'obligation redditionnelle du CCP lui-même et la façon dont elles pourraient s'équilibrer avec la direction des Coparrainants. Il a noté que le Conseil n'avait actuellement aucune autorité sur les organes directeurs des Coparrainants, ni de rapports directs avec eux. Le CCP n'a pas été d'accord avec la Recommandation 5 du Rapport d'Evaluation, qui proposait que le **Comité des Organismes Coparrainants** soit remplacé par un Conseil de Gestion. Le CCP en général soutenait plutôt la création d'un Groupe de développement et de planification programmatiques interinstitutions qui assumerait en continu des responsabilités d'élaboration, d'actualisation, de supervision stratégique et de suivi des résultats, au niveau du BPTI, comme proposé dans l'Action 38. Il a été considéré que ceci améliorerait le travail du COC. Toutefois, vu la complexité de ces questions, le CCP a décidé de créer un groupe de travail à composition non limitée, chargé d'examiner les questions de direction. Le CCP s'est déclaré conscient des implications financières d'un groupe de travail de ce type, et a suggéré que celles-ci soient évaluées par le Secrétariat et les co-présidents du groupe de travail. Le CCP a demandé que ce groupe de travail soumette un rapport au CCP, pour examen lors de la prochaine réunion ordinaire.

31. Conscient de la nécessité de réduire le nombre des examens séparés (coûteux) et d'alléger le travail de suivi et d'évaluation demandé aux pays, le CCP a soutenu l'Action 6, qui propose des **examens conjoints périodiques conduits par les gouvernements**. Toutefois, certains membres du CCP ont considéré qu'il fallait également intégrer les exigences des différents donateurs en matière d'évaluation, pour leur permettre de satisfaire aux obligations redditionnelles à leur retour.

32. Concernant les propositions d'action 19 et 20 relatives au VIH/SIDA dans le contexte de la sécurité, de la stabilité et de **l'action humanitaire**, le CCP a demandé à l'ONUSIDA de poursuivre ses missions importantes de plaidoyer et de diffusion de l'information pour que le VIH/SIDA soit intégré dans les travaux des organismes humanitaires, tout en évitant de devenir lui-même opérationnel dans le domaine de l'humanitaire. Le CCP a demandé à l'ONUSIDA de continuer à travailler aux côtés des services en uniforme, pour faire en sorte que des actions de prévention et de soins soient réellement en place au sein de ces services.

33. Les membres du CCP ont reconnu que l'intensification nécessaire des efforts au moyen des actions proposées par le Directeur exécutif en réponse au Rapport d'Evaluation appellerait **un supplément de ressources financières et humaines**. Le CCP a demandé que le Secrétariat de l'ONUSIDA précise les implications en matière de ressources financières et humaines de la mise en œuvre des actions approuvées par le CCP. Ces coûts devront être reflétés aussi nettement que

possible dans le BPTI actualisé 2002-2003, et plus complètement dans le BPTI 2004-2005, pour examen à la prochaine réunion du CCP. Certains membres du CCP ont suggéré que ces propositions soient fondées sur une analyse des coûts, ressources et priorités existants, et qu'il soit recouru au redéploiement des ressources existantes, si possible, pour leur mise en œuvre.

34. Le CCP a pris acte du Rapport d'Evaluation et du Rapport du Directeur exécutif (ONUSIDA).

3. Accord de partenariat entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

35. Le Dr Kathleen Cravero (Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA) a annoncé ce point de l'ordre du jour et le document de séance correspondant : *Accord de partenariat entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme* (UNAIDS/PCB(13)/02.4). Le Dr Cravero a rappelé que le CCP, à sa 12^{ème} réunion, avait demandé à l'ONUSIDA d'élaborer un accord de partenariat avec le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, pour examen à sa 13^{ème} réunion. Le Dr Cravero a expliqué que, si la mise au point de cet accord suivait bien son cours, il n'avait pas encore été possible de le conclure, en grande partie du fait que le personnel du Fonds mondial s'investissait déjà lourdement dans la mise en place des processus et procédures fondamentaux d'examen des propositions et de décaissement des fonds. C'est pourquoi le document dont le CCP avait été saisi, était en fait un rapport de situation, décrivant le processus des consultations, les principes sous-tendant les discussions et les domaines de collaboration à l'étude. Un document présentant une analyse des ressources et une stratégie de mobilisation des ressources, demandé par le CCP en tant qu'élément de l'accord de partenariat, était actuellement préparé à part.

36. Le Dr Cravero a appelé l'attention du CCP sur les principes qui avaient été convenus entre l'ONUSIDA et le Secrétariat du Fonds mondial, signalant qu'ils étaient énoncés au paragraphe 6 du document de séance : 1) L'ONUSIDA sera le principal fournisseur du leadership stratégique, des connaissances, des orientations politiques et de l'expertise technique sur le VIH/SIDA afin de soutenir le Fonds mondial dans l'ensemble de ses opérations ; 2) L'ONUSIDA utilisera son vaste réseau de partenariats pour promouvoir les buts et principes du Fonds mondial ; 3) L'ONUSIDA et le Fonds mondial œuvreront de façon complémentaire afin de soutenir les buts et objectifs mutuels et d'éviter la duplication des efforts ; 4) L'ONUSIDA et le Fonds mondial respecteront les principes d'autodétermination nationale et de leadership des pays dans la réalisation des projets nationaux et soutiendront le développement du potentiel d'action national ainsi que l'intensification des ripostes VIH/SIDA menées par les pays ; 5) Les principes fondamentaux d'indépendance, de réciprocité, de transparence et de flexibilité seront respectés.

37. Les domaines de coopération identifiés dans cet accord seront applicables tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelon des pays et comprendront : 1) L'analyse des stratégies et l'orientation politique ; 2) L'appui technique fourni par l'ONUSIDA tout au long du cycle des propositions de projets ; 3) Le cadre de suivi et d'évaluation du Fonds ; et 5) La mobilisation des ressources et le plaidoyer. Le Dr Cravero a déclaré que l'ONUSIDA et le Fonds étaient à présent totalement engagés dans l'élaboration de l'Accord de Partenariat et que des discussions étaient également en cours avec les Coparrainants. Le cas échéant, il serait nécessaire que le projet d'accord soit soumis au Conseil du Fonds mondial, ainsi qu'au CCP. Le Dr Cravero a conclu en assurant le CCP que les rapports entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial évoluaient de façon positive et rapidement, que le projet d'Accord de Partenariat suivait bien son cours, que chacun avait bien conscience des problèmes à régler, et qu'il y avait une volonté réciproque de travailler ensemble.

38. M. Jefferson Solender (Directeur des relations extérieures, au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme) a corroboré les propos du Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA, en déclarant que le Fonds mondial reconnaissait totalement l'importance de l'ONUSIDA, et qu'il espérait que l'existence du Fonds offrirait à l'ONUSIDA de nouvelles possibilités de croissance et de développement. Il a souligné que le Fonds, parce qu'il n'était pas un opérateur de terrain, était particulièrement dépendant de l'ONUSIDA pour l'appui à l'échelon pays. Il a confirmé que le Fonds mondial demeurerait attaché au principe de complémentarité, sachant que le Fonds n'aurait guère de raison d'être s'il ne parvenait pas à collecter des fonds supplémentaires. Il a déclaré que la Direction et le Comité de Partenariat du Fonds se réuniraient sous peu et formuleraient des recommandations au Conseil du Fonds en janvier, relativement aux accords de partenariat. Il a conclu en disant que le Fonds mondial était déterminé à instaurer un partenariat effectif avec l'ONUSIDA.

39. M. Solender était assisté de M. Anil Soni (Conseiller auprès du Directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme) pour répondre aux questions. M. Soni a décrit certaines des activités du Fonds durant sa première année – en particulier, ses travaux pour arrêter des décisions concernant les propositions à financer et pour accélérer les décaissements. Il a assuré au CCP que le Fonds était allé aussi vite que possible pour créer des mécanismes de décaissement de fonds pour les pays dont les projets avaient été approuvés. Il a également souligné que les engagements pris au titre des Séries 1 et 2 absorberaient 90% des ressources dont le Fonds disposait, d'où un besoin urgent de mettre à disposition des ressources suffisantes pour la Série 3. Il a précisé que, en un an de fonctionnement, le Fonds aura approuvé l'octroi de fonds pour 85 pays.

40. Le CCP a saisi cette occasion pour se féliciter de la création du Fonds mondial et de son développement rapide, et notamment l'examen de deux séries de propositions à financer au cours de sa première année. Le CCP a également remercié l'ONUSIDA de toute l'aide que le Programme avait apportée aux pays pour l'établissement des demandes à adresser au Fonds. Le CCP a souligné le fait qu'il était absolument nécessaire que l'ONUSIDA et le Fonds mondial coopèrent et se définissent des rôles complémentaires. Il a tenu à signaler que ceci ne serait pas difficile si l'ONUSIDA restait une source d'expertise et d'assistance technique, et que le Fonds fonctionnait comme un instrument purement financier. Le CCP a encouragé une division effective du travail entre l'ONUSIDA et le Fonds, sur la base de leurs mandats et compétences respectifs.

41. Le CCP a félicité l'ONUSIDA pour les progrès faits sur la voie de la création d'un Accord de Partenariat avec le Fonds mondial, et a prié le Programme et le Fonds de procéder aussi rapidement que possible pour finaliser un accord de collaboration. Le CCP s'est déclaré conscient du fait que le timing pour la conclusion d'un tel accord dépendrait en partie de ce que ferait le Conseil du Fonds pour autoriser le Fonds à conclure des accords avec les organisations des Nations Unies. Le CCP a noté la nécessité de synchroniser les efforts du CCP et du Conseil du Fonds pour examiner le projet d'accord dans un délai approprié.

42. Le CCP a encouragé l'ONUSIDA à être un partenaire capital du Fonds mondial aux niveaux national et local. Il a demandé que la collaboration entre l'ONUSIDA et le fonds : 1) soit centrée sur l'appui aux pays ; 2) concerne les pays les plus durement touchés ; 3) utilise les mécanismes existants ; 4) débouche sur une intensification de la lutte dans l'ensemble des secteurs ; 5) trouve le juste équilibre entre prévention et soins ; 6) rationalise les procédures à l'échelon pays de façon à alléger le fardeau sur les pays ; et 7) serve l'objectif d'atténuation de la pauvreté.

43. Le CCP a redit que l'ONUSIDA devait soutenir les travaux du Fonds mondial relatifs à la création d'une stratégie de mobilisation des fonds. Cette stratégie doit éviter le double emploi avec les divers mécanismes qui existent déjà et faire en sorte que les pays ne croulent pas sous une multitude de règlements et de mécanismes nouveaux. La complémentarité de l'action ONUSIDA et Fonds mondial doit engendrer la plus forte mobilisation de fonds possible. Le CCP a demandé au Fonds d'attirer les fonds en démontrant à la communauté internationale que des propositions de qualité lui étaient soumises et que de bons plans interventionnels étaient mis en œuvre, du fait de décisions positives concernant l'octroi de fonds.

44. Le CCP a demandé à l'ONUSIDA et au Fonds mondial de continuer à éviter les structures et systèmes parallèles et lourds, en particulier à l'échelon pays. Des préoccupations se sont exprimées à propos de la création d'un trop grand nombre de structures et processus. Les enjeux sont : éviter le double emploi et les conflits ; tout faire pour simplifier les procédures ; et faire en sorte que la responsabilité incombe au premier chef au gouvernement. Un membre du CCP a demandé que le Fonds mondial soutienne les dispositifs SWAP existants, qui marchent bien.

45. Le CCP a insisté sur l'importance du rôle de l'ONUSIDA tout au long du cycle de financement et du processus de mise en œuvre. Il a fait remarquer que le stade de la soumission des propositions n'était autre que la première étape de ce processus ; les pays retenus/gagnants étaient maintenant confrontés au défi de la mise en œuvre de leurs propositions avec les ressources fournies, auquel viennent s'ajouter les exigences du suivi. Certains pays sont face à une pénurie grave d'expertise pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. L'autre domaine qui pourrait tirer parti de l'aide technique est celui des contrôles comptables et financiers à l'échelon pays, portant sur les fonds octroyés par le Fonds mondial. Le CCP a demandé à l'ONUSIDA d'offrir aux pays une assistance technique dans ces domaines.

46. Le CCP a demandé à l'ONUSIDA d'être réaliste dans ses engagements vis-à-vis du Fonds mondial et de veiller à ce qu'il soit bien en mesure de tenir ces engagements. Un membre du CCP a signalé qu'on ne pouvait attendre de l'ONUSIDA qu'il fournisse tout le soutien nécessaire, même avec son nouveau centrage sur l'échelon pays. Il a demandé au Fonds mondial et aux pays de faire appel à d'autres pour soutenir des activités rattachées au Fonds. A cet égard, le CCP a noté que l'ONUSIDA devait continuer à favoriser les partenariats entre les gouvernements et la société civile, de sorte que les ONG et d'autres parties prenantes puissent assumer leur part et soient en mesure de renforcer les mécanismes de coordination pays (CCM).

47. Un certain nombre de membres du CCP dont les demandes de financement adressées au Fonds mondial avaient reçu une réponse favorable lors de la première série de propositions, ont saisi l'occasion pour exprimer leur regret de ne pas avoir encore reçu le moindre versement de la part du Fonds. Les représentants de ces pays ont demandé au Fonds d'accélérer ses formalités de décaissement, en particulier compte tenu des besoins urgents, ainsi que des attentes et dépenses en souffrance car tributaires des décaissements. Certains membres du CCP ont expliqué comment, dans certains endroits, la pénurie de fonds bloquait l'action des forces sociales qui avaient été mobilisées et qui étaient prêtes à agir.

48. Le CCP a pris acte des progrès faits sur la voie de l'Accord de Partenariat ainsi que sur les principes et domaines probables de coopération décrits dans le document de séance.

4. Compte-rendu des visites sur le terrain

49. A l'invitation du Gouvernement du Portugal, quatre visites sur le terrain ont été organisées pour les participants au CCP le 10 décembre 2002. Les rapports de ces visites ont été présentés au CCP au titre du point 4 de l'ordre du jour. Le premier rapport, sur « le moindre mal », décrit la visite faite par les membres du CCP à trois types de projets : deux pharmacies assurant un programme national d'échange des seringues/des aiguilles (projet « Non à l'utilisation d'une aiguille d'occasion ») – émanant d'un partenariat entre le Comité national de lutte contre le SIDA, le Ministère de la Santé et l'ANF (Association nationale de Pharmacies) ; deux unités mobiles travaillant pour le Plan Intégré de Prévention de la Toxicomanie de l'Association Ares do Pinhal ; et un centre pour les sans foyers – VITAE (Association internationale de Solidarité et de Développement). Le programme d'échange des aiguilles/seringues a trois objectifs : 1) prévenir la transmission liée à la consommation de drogues injectables et aux rapports sexuels non protégés entre consommateurs de ces drogues ; 2) donner accès à du matériel d'injection stérile ; et 3) promouvoir le comportement sexuel à moindre risque en suscitant une utilisation accrue du préservatif. Entre les années 1993 et 2002, les résultats du programme ont été les suivants : quelque 26 millions de seringues ont été échangées et détruites ; il y avait un accès libre à l'information sur la prévention et au matériel correspondant ; et il y a eu une bonne distribution grâce à la participation de 80% de pharmacies. Il a été estimé que le programme avait permis d'éviter plus de 7000 cas d'infection à VIH, et qu'il y avait eu un rendement 70 fois supérieur à l'investissement. Les unités mobiles œuvrant pour le « moindre mal » étaient considérées comme des points de contact importants pour les consommateurs de drogues injectables qui n'avaient pas accès à d'autres services sociaux. Elles étaient précieuses en ce sens qu'elles offraient l'information, les préservatifs et l'accès à d'autres services tels que les soins cliniques, le bilan psychologique, le traitement méthadone, et le traitement anti-tuberculeux. Il était considéré que le programme avait bien réussi sa mission de proximité et avait généré une baisse de l'incidence des nouveaux cas d'infection à VIH. Quant au centre d'hébergement pour les sans foyers, il offre 301 lits, des repas, un service de blanchisserie, d'assistance sociale et juridique, un salon de coiffure, et l'accès aux soins médicaux, notamment la méthadone, les antirétroviraux, et les médicaments contre la tuberculose. Les plus gros enjeux résident notamment dans la réinsertion sociale des utilisateurs du centre et dans l'offre d'alternatives à l'environnement de la rue qu'ils subissent dans la journée.

50. Le deuxième rapport décrit la visite faite par un groupe de membres du CCP à trois centres qui offrent un appui extra-hospitalier. Le premier centre s'appelle SOL, une ONG qui offre un soutien aux enfants infectés et affectés par le VIH, et notamment les orphelins. Ce centre comprend un internat pour 17 enfants, une garderie pour 6 enfants, et une aide familiale concernant 106 enfants. Dans une atmosphère chaleureuse et familiale, le centre s'efforce d'offrir un soutien éducatif, affectif, psychosocial et hospitalier, l'information et une formation, ainsi que l'intégration sociale et dans une famille. Le groupe a également visité l'Institution Mère Teresa de Calcutta, une structure d'accueil en internat pour les adultes séropositifs – en majorité des toxicomanes – ayant basculé dans la pauvreté. Ce centre assure la prise en charge de jour, l'appui extra-hospitalier, les soins à domicile et la formation. Enfin, le groupe a visité ABRACO, une ONG qui offre des soins à domicile aux malades séropositifs – des dépendants aux grabataires. Les prestations proposées sont les suivantes : réconfort et services d'hygiène personnels, préparation et administration des repas, nettoyage à domicile, et courses (nourriture, vêtements et médicaments). Tous ces centres semblent bien gérés, chaleureux et conviviaux. Toutefois, l'insuffisance des fonds est un problème commun à tous.

51. Le troisième rapport décrit une visite faite par un groupe de membres du CCP à deux centres de conseil et test volontaires – une ONG et un centre de santé publique. La Fondation

Nossa Senhora do Bom Sucesso est un organisme caritatif privé, offrant un service de questions-réponses par téléphone sur le SIDA – AIDS Line – ainsi que des services de test et de conseil volontaires. En 2002, AIDS Line a reçu 7900 appels, la plupart concernant les modes de transmission, les symptômes, et le comportement sexuel. Bon nombre des personnes qui avaient appelé sont finalement venues au centre pour bénéficier du conseil et du test volontaires. AIDS Line et les services de conseil et test volontaires sont gratuits. Le groupe a également visité le centre de santé Lapa, du ministère de la santé. Ce centre offre un programme de lutte contre le VIH et les IST. Il assure une permanence conseil (entrée libre) dans un quartier où le commerce du sexe est fréquent, offre les services d'une unité mobile, qui s'adresse aux professionnel(le)s du sexe (hommes, femmes ou transsexuels), et le dépistage au centre. Les cinq premières années, 7800 personnes ont eu recours aux services de ce centre. L'équipe qui s'est rendue sur le terrain a eu le sentiment que ces services étaient assurés avec engagement, enthousiasme et sensibilité, et offraient des prestations alternatives et effectives de proximité pour diverses populations.

52. Le quatrième rapport décrit les visites sur site faites par un groupe de membres du CCP, axées sur les populations migrantes qui vivent à Lisbonne dans une zone urbaine marginalisée en grande partie peuplée d'émigrés en situation illégale d'origines diverses (Afrique, Cap Vert et Europe de l'Est). Le groupe a visité quatre centres gérés par un groupe qui prône « l'amour sain »: L'AJPAS – Association des jeunes promoteurs d'un Amadora en bonne santé. Ce programme a démarré en 1990, lorsqu'il a été pris conscience du fait que le public associait le VIH/SIDA aux Africains, et qu'aucun service ne leur était offert, que ce soit à eux ou à d'autres migrants. Le programme assure la formation et l'information pour la sensibilisation, et s'efforce de réagir face au contexte culturel et social dans lequel de nombreux émigrés vivent – pauvreté, exclusion sociale et marginalisation. Divers services offrent notamment des activités pour les jeunes, des activités de jardin d'enfants et après l'école, et des services pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Les participants à cette visite ont été frappés par l'engagement des personnes qui assurent ces services, surtout vu le faible volume des ressources disponibles.

53. Le CCP a remercié le Gouvernement du Portugal et les programmes visités, pour avoir donné la possibilité de constater directement les efforts déployés localement. Le CCP a pris acte des rapports des visites sur le terrain.

5. Prochaine réunion du CCP

54. Les dates de la prochaine réunion du CCP ont été examinées au regard des réunions d'autres organes directeurs à Genève en mai-juin 2003. Il a été convenu que la prochaine réunion du CCP se tiendrait à Genève (Suisse), les 24 et 25 juin 2003.

6. Autres questions

55. Au titre du point 6 de l'ordre du jour, le CCP a examiné le document de séance sur les *Ressources financières nécessaires aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les pays à revenu faible ou moyen pour les cinq prochaines années* (UNAIDS/PCB(13)/02.5). Ce document a été présenté par le Dr Jim Sherry (Conseiller principal auprès du Directeur exécutif de l'ONUSIDA). Ce rapport a été rédigé en réponse à une recommandation issue de la dernière réunion du CCP, et contenait un bilan actualisé des coûts de la riposte à l'épidémie de VIH/SIDA, ainsi que des travaux entrepris pour suivre les dépenses et mobiliser de nouvelles ressources pour la riposte, et notamment des informations sur les ressources financières nécessaires pour garantir une riposte crédible à l'épidémie, et sur ce qui avait été fait au niveau mondial pour obtenir le volume de fonds indispensable. Le rapport énonce : les interventions clés nécessaires pour

atteindre les buts généraux exposés dans la Déclaration d'Engagement sur le VIH/SIDA, et les coûts s'y rattachant ; les meilleures estimations relatives à la couverture actuelle de ces interventions ; les hypothèses actuelles concernant la capacité de programmation VIH/SIDA requise pour étendre la couverture dans les pays ; et les meilleures estimations des ressources actuellement disponibles pour la riposte. Le rapport énonce également les domaines où un consensus s'impose pour permettre un partage effectif des coûts de la riposte mondiale, et décrit brièvement un travail d'élaboration d'une stratégie pluripartite de mobilisation des ressources, que facilitera le Secrétariat.

56. Le Dr Sherry a précisé que, si le contenu de ce rapport avait été en grande partie vu avant sous différentes formes, ce rapport présentait toutefois des projections établies à partir d'informations actualisées, jusqu'en 2007, qui avaient été harmonisées avec les projections du Committee on Macroeconomics and Health. Il a également attiré l'attention du CCP sur l'écart entre la capacité programmatique et la disponibilité des ressources, d'environ US\$ 1 milliard en 2002, et de près de US\$ 3,5 milliards en 2003 et US\$ 5 milliards en 2004. Il a déclaré que, pour l'heure, il n'y avait aucune mesure budgétaire en vue, pour combler les déficits. Il a souligné que, dans de nombreux cas, les coûts annoncés étaient aussi bas que possible et qu'il était prévu d'affiner les estimations par la suite – par exemple, eu égard aux coûts des infrastructures nécessaires. Il a indiqué que 22 pays avaient entamé un processus d'établissement des coûts au niveau national, et que la méthodologie continuait de s'affiner. Il a noté que le CCP avait été saisi de l'Action 36 du Rapport du Directeur exécutif, laquelle constituait le dispositif pour l'élaboration d'une stratégie pluripartite mondiale de mobilisation de ressources, en vue d'établir un consensus international concernant le financement de la riposte mondiale. Le rapport appelle à terminer l'élaboration de cette stratégie d'ici à fin 2003. Le Dr Sherry a informé le CCP qu'il recevrait régulièrement des points sur l'établissement des coûts de la riposte et la stratégie de mobilisation des ressources.

57. Le CCP a noté que des pas importants avaient été faits sur la voie de la réalisation d'un consensus international relativement au financement d'une riposte mondiale, et a exprimé sa satisfaction à l'ONUSIDA devant le travail important que le Programme avait accompli dans ce domaine. Le CCP a constaté que toutes ces initiatives représentaient un outil puissant au service de la mobilisation des ressources. Le CCP a reconnu, toutefois, que, indépendamment du scénario choisi, il resterait un écart majeur entre les ressources disponibles et les ressources nécessaires. Eu égard à cet écart, le CCP a insisté sur le fait que les donateurs devaient assumer chacun leur part de responsabilité et qu'une augmentation des contributions devait intervenir venant d'un éventail plus large de donateurs. Certains membres du CCP ont déclaré que, notamment, une augmentation des dépenses OCDE/CAD en faveur des secteurs du développement, de la santé et du social, serait appropriée, et qu'elle devait aller de pair avec une augmentation des dépenses en faveur de la lutte contre le VIH/SIDA. Face à la nécessité d'une intensification de la riposte à l'épidémie, il a été considéré comme tout aussi important que le système des Nations Unies dans son ensemble, et en particulier les Coparrainants, accorde un degré de priorité encore plus élevé aux activités VIH/SIDA dans leurs budgets internes respectifs.

58. Certains membres du CCP se sont interrogés sur certaines des estimations des coûts présentées dans le rapport et sur les hypothèses sur lesquelles elles se fondaient, en particulier, celles concernant : la prise de conscience au sein de la population générale, et notamment les jeunes ; la couverture en matière de préservatif ; le comportement sexuel à risque ; le soutien psychosocial aux personnes vivant avec le VIH/SIDA ; et l'externalisation des coûts des soins et de l'appui. Certains membres du CCP ont demandé instamment que l'expérience et l'expertise en matière d'établissement des coûts de la riposte à l'épidémie soient plus largement partagées avec

les gouvernements nationaux, qui travaillaient actuellement au chiffrage des coûts de leur propre riposte.

59. Le CCP a pris acte du Rapport sur les Ressources financières.

7. Adoption des décisions, recommandations et conclusions

60. Le Groupe de Rédaction, auquel tous les membres du CCP étaient invités à participer, a formulé les Décisions, Recommandations et Conclusions de la réunion. Le Groupe de Rédaction a tiré parti des conclusions des séances des groupes de travail sur les actions proposées par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, dans son document Orientations futures. Les Décisions, Recommandations et Conclusions (Annexe 2) ont été approuvées en Plénière.

Annexe 1
ORDRE DU JOUR

	<u>documents de référence</u>
1. Ouverture	
1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire	UNAIDS/PCB(13)/02.1 Rev.1
2. Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA	
2.1 Rapport du Président du Groupe de Supervision de l'Evaluation	UNAIDS/PCB(13)/02.2
2.2 Rapport du Directeur exécutif, ONUSIDA sur le suivi de l'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA : Directions futures pour l'ONUSIDA	UNAIDS/PCB(13)/02.3
3. Accord de partenariat entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme	UNAIDS/PCB(13)/02.4
4. Compte-rendu des visites sur le terrain	
5. Autres questions	
5.1 Ressources financières nécessaires aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les pays à revenu faible ou moyen au cours des cinq prochaines années	UNAIDS/PCB(13)/02.5
6. Prochaine réunion du CCP	
7. Adoption des décisions, recommandations et conclusions	

Annexe 2

DECISIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire

1. Le CCP adopte l'ordre du jour provisoire avec l'adjonction d'un nouveau point au titre de : Autres questions : Ressources financières nécessaires aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les pays à revenu faible ou moyen au cours des cinq prochaines années.

Point 2 de l'ordre du jour : Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA

Le CCP :

- 2.1 prend note du rapport du Président du Groupe de Supervision de l'Evaluation (GSE) introduisant le Rapport final de l'Equipe d'Evaluation sur l'Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA ;
- 2.2 accueille avec satisfaction le Rapport final de l'Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA qui contribue aux débats du CCP sur les orientations futures de l'ONUSIDA ;
- 2.3 accueille favorablement le Rapport du Directeur exécutif, «Orientations futures de l'ONUSIDA : Réagir à l'Evaluation sur cinq ans du Programme » (UNAIDS/PCB(13)/02.3) et les Actions proposées comme base des discussions du CCP concernant la réponse à l'Evaluation ;
- 2.4 souscrit aux cinq fonctions transversales applicables à tous les niveaux du Programme qui guident ses actions aux niveaux national, régional et mondial, à savoir :
 - leadership et plaidoyer pour une réponse efficace contre l'épidémie;
 - informations stratégiques nécessaires pour orienter les activités des partenaires;
 - surveillance, suivi et évaluation de l'épidémie et des actions de lutte contre celle-ci;
 - engagement de la société civile et développement de partenariats;
 - mobilisation des ressources financières, techniques et politiques.
- 2.5 approuve la série d'actions ci-après pour guider l'orientation future de l'ONUSIDA. Ces actions trouvent leur origine dans les principes directeurs¹ du Cadre stratégique mondial de lutte contre le VIH/SIDA, accepté par le CCP en décembre 2000 et cité dans la Déclaration d'engagement adoptée par la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA en juin 2001.

¹ Principes directeurs

Le Cadre stratégique mondial est fondé sur le respect, la protection et l'accomplissement des droits de la personne. Sa construction est articulée autour de quatre principes fondamentaux :

Les gouvernements nationaux, travaillant avec la société civile, assument le leadership et fournissent les moyens et la coordination nécessaires afin que les efforts nationaux et internationaux répondent aux besoins des pays et des communautés.

Dans toutes les communautés à travers le monde, il est crucial de soutenir l'engagement actif des personnes vivant avec le VIH/SIDA et affectées par l'épidémie.

Les inégalités sexospécifiques – qui facilitent la propagation de l'épidémie – doivent être explicitement abordées.

Les méthodes de prévention, les traitements qui sauvent les vies et les résultats des découvertes scientifiques doivent être mis à la disposition de tous de manière équitable et acceptable sur le plan financier.

Vision stratégique

Action 1 : Le CCP précisera périodiquement les rôles et fonctions spécifiques du Programme et des parties prenantes et veillera à ce qu'il en soit clairement tenu compte tout au long des activités du Programme – en particulier, par le biais de mises à jour et de révisions du Plan stratégique des Nations Unies (UNSPP) et du budget-plan de travail intégré.

Action 2 : Le CCP recommande : que l'ONUSIDA intensifie son appui aux gouvernements nationaux, aux acteurs de la société civile et du secteur privé dans leur préparation des propositions de financement à soumettre au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, aux banques régionales de développement, aux grandes fondations, à la Banque mondiale et à d'autres sources de financement pour les programmes de lutte contre le VIH/SIDA ; que l'ONUSIDA fournisse un appui thématique pour le suivi et l'évaluation, et d'autres appuis techniques en matière de services et de politiques, selon le cas, pour renforcer les capacités des partenaires institutionnels à aider les pays à atteindre les objectifs communs, et que l'ONUSIDA établisse, selon les besoins, des accords de partenariat avec les établissements et organismes financiers susceptibles d'être nécessaires pour clarifier les rôles et les attentes respectifs.

Action 3 : Le CCP recommande au Secrétaire général de s'inspirer des expériences acquises par le Programme pour la mise en œuvre de la deuxième étape de la réforme du système des Nations Unies et lui demande qu'il fasse en sorte que ces réformes facilitent ce que l'ONUSIDA s'efforce d'accomplir au niveau des pays. Il lui demande également d'envisager d'intégrer l'ONUSIDA aux entités du système des Nations Unies les plus directement concernées par le développement organisationnel et les besoins du Programme – en particulier, le Comité exécutif pour les Affaires économiques et sociales, les Affaires humanitaires et le Groupe des Nations Unies pour le Développement (UNDG).

Plans nationaux

Action 4 : Le CCP invitera, et l'ONUSIDA encouragera les gouvernements nationaux à faire de la question du VIH/SIDA une priorité absolue, à incorporer le VIH/SIDA en tant que question thématique transversale spécifique qu'ils suivront dans leurs plans nationaux de développement économique et social et leurs stratégies nationales de développement et de lutte contre la pauvreté, les Cadres de dépenses à moyen terme et les programmes couvrant l'ensemble d'un secteur dans les domaines concernés.

Examens communs conduits par les gouvernements

Action 5 : Le CCP encouragera, et l'ONUSIDA aidera et appuiera les gouvernements nationaux à conduire des examens périodiques de la mise en œuvre de leur Plan national de lutte contre le SIDA ; ces examens seront dirigés par des équipes composées de représentants des gouvernements, de la société civile, notamment des personnes vivant avec le VIH/SIDA, du secteur privé, des donateurs multilatéraux et de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), et des organisations du système des Nations Unies.

Investissements internationaux dans les Plans nationaux de lutte contre le SIDA

Action 6 : Le CCP encouragera les donateurs de l'OCDE et les autres donateurs à associer leur financement des programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les pays à l'exécution des stratégies nationales – en particulier, les stratégies nationales de développement et de lutte contre la pauvreté –

qui ont été formulées moyennant des mécanismes conduits par les pays, afin de renforcer les capacités des gouvernements hôtes à coordonner l'assistance internationale en matière de VIH/SIDA.

Action 7 : Le CCP encouragera les donateurs de l'OCDE et les autres donateurs, eu égard à leurs investissements financiers destinés à combattre le VIH/SIDA dans les pays acheminés par le biais des mécanismes des organisations du système des Nations Unies et des programmes d'assistance, à donner la priorité aux actions qui sont intégrées dans les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et les Cadres de dépenses à moyen terme nationaux, et sont clairement formulées au sein du Plan d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'équipe de pays des Nations Unies (UN-ISP décrit ci-après), qui tiennent compte des rôles et des fonctions comparatifs de l'organisation concernée du système des Nations Unies dans un pays donné.

Plan d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'équipe de pays des Nations Unies (UN-ISP)

Action 8 : L'appui actuel et envisagé des organisations du système des Nations Unies à la mise en œuvre des stratégies nationales de lutte contre le SIDA sera présenté dans le cadre de Plans d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'équipe de pays des Nations Unies (UN-ISP) pleinement intégrés, conformes aux besoins recensés dans les plans nationaux de lutte contre le SIDA, qui incluent :

- des plans financiers et budgétaires intégrés pour les actions communes, intégrées et particulières des organisations à l'appui de la Stratégie nationale de lutte contre le SIDA ;
- des objectifs précis assortis d'indicateurs pouvant être suivis pour les actions de chaque organisation reflétant leurs rôles et responsabilités particuliers et les cinq fonctions clés de l'ONUSIDA ;
- le travail de coordination des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA ;
- les domaines prioritaires en matière de renforcement des capacités nationales.

Action 9 : Le CCP obtiendra l'aval du Secrétaire général pour demander un rapport d'activité annuel écrit sur la mise en œuvre de l'UN-ISP aux Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA, par l'intermédiaire du Coordonnateur résident des Nations Unies, dans tous les pays recevant un appui par le biais du budget-plan de travail intégré. Il est en outre proposé que ledit rapport soit facilité par le Secrétariat moyennant l'utilisation de modèles conçus pour maximiser la transparence, permettre la compilation à des fins comparatives et l'intégration à d'autres instruments d'établissement de rapports afin de minimiser les doubles emplois, et contribuer à la préparation du Rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale des Nations Unies sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA.

Renforcement des capacités nationales d'utilisation des données, de suivi et d'évaluation

Action 10 : L'ONUSIDA intensifiera ses efforts pour appuyer les acteurs nationaux dans l'élargissement et le renforcement de leurs capacités et de leurs systèmes pour : suivre l'épidémie et la riposte nationale, évaluer les interventions et améliorer l'analyse et l'utilisation des données de surveillance. Ces efforts incluront la sensibilisation des partenaires du programme pour qu'ils allouent une partie suffisante de l'ensemble des ressources du programme au renforcement des activités de suivi et d'évaluation.

Action 11 : L'ONUSIDA renforcera son appui aux Conseils nationaux de lutte contre le SIDA et aux ministères du plan, du développement et des finances, pour renforcer les capacités d'analyse dont ils ont besoin pour mieux intégrer et suivre leurs stratégies multisectorielles de lutte contre le VIH/SIDA au sein des CSLP, des Cadres de dépenses à moyen terme et des SWAP appropriés, et pour renforcer

la préparation et l'exécution des examens communs conduits au niveau national de la mise en œuvre des plans nationaux de lutte contre le SIDA.

Action 12 : L'ONUSIDA prendra les mesures nécessaires pour s'assurer que le Système d'information sur les ripostes pays (CRIS) est mis au point en consultation avec les gouvernements et qu'il est opérationnel dans tous les pays où le besoin est le plus urgent avant fin 2003. L'ONUSIDA veillera à ce qu'il y ait des capacités techniques suffisantes pour permettre aux partenaires nationaux et internationaux d'avoir un accès facile aux informations stratégiques clés et à ce que le CRIS serve d'instrument de base d'un effort totalement intégré du système des Nations Unies en vue de préparer le Rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement de l'UNGASS. Le CRIS devra être appliqué ultérieurement dans tous les autres pays.

Partenariats nationaux

Action 13 : L'ONUSIDA intensifiera son appui aux pays pour la constitution de partenariats axés sur la mise en œuvre d'un plan national de riposte au SIDA avec la participation du gouvernement, de la société civile, des organisations communautaires, du secteur privé et des acteurs internationaux, l'accent étant mis tout particulièrement sur la participation des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Cela impliquera un appui aux approches ayant pour but d'accroître la participation, d'améliorer la corrélation des efforts et de renforcer les capacités d'action des différents acteurs. L'ONUSIDA devrait donner des conseils concernant les meilleures pratiques dans ce domaine.

Fourniture de ressources techniques à l'appui des efforts nationaux

Action 14 : L'ONUSIDA prévoira dans son prochain projet de budget-plan de travail intégré des crédits en vue d'octroyer davantage de ressources techniques aux pays. Ces ressources leur seront allouées au travers de mécanismes régionaux coordonnés et facilités par l'ONUSIDA. L'on prévoit que ces activités seront basées sur les efforts institutionnels nationaux et régionaux existants.

Plaidoyer renforcé à l'échelon des pays

Action 15 : L'ONUSIDA prendra les mesures nécessaires à l'échelon des pays pour appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'une stratégie explicite de sensibilisation du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA pour étendre la riposte à l'ensemble du système des Nations Unies en synergie avec la stratégie nationale de lutte contre le SIDA.

Action 16 : L'ONUSIDA intensifiera son appui aux pays pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies qui engagent de nombreux acteurs différents, notamment les médias et d'autres acteurs de la société civile, dans des approches de sensibilisation plus durables pour lutter contre l'épidémie.

Promotion des meilleures pratiques dans les pays

Action 17 : L'ONUSIDA intensifiera ses efforts dans les pays pour promouvoir et appuyer la diffusion d'une série de documents sur les meilleures pratiques moyennant un effort pluri-institutionnel et multipartenaire plus soutenu.

Enjeux du VIH/SIDA dans le contexte de la sécurité, de la stabilité et de la riposte humanitaire

Action 18 : L'ONUSIDA, conformément à son mandat, mettra au point et facilitera, en étroite collaboration avec d'autres organisations concernées, des interventions visant à s'attaquer aux

problèmes de la prévention, des soins et du traitement du VIH/SIDA dans le contexte de la sécurité et de la stabilité. Cette riposte englobera trois domaines cibles :

- la sécurité communautaire, pour ce qui est des populations vulnérables touchées par des conflits ou des catastrophes naturelles ;
- la sécurité nationale, pour ce qui est du personnel militaire et de défense civile ;
- la sécurité internationale, pour ce qui est des opérations humanitaires et de maintien de la paix.

Action 19 : L'ONUSIDA appuiera les organisations humanitaires internationales ainsi que les gouvernements et d'autres acteurs pour une action efficace lors d'urgences humanitaires. L'ONUSIDA, avec le concours d'autres organisations concernées, appuiera l'élaboration d'une stratégie et d'un plan opérationnel pour une riposte humanitaire dans les pays où les effets de l'épidémie aggravent considérablement l'impact d'autres catastrophes.

Financer l'accélération programmatique

Action 20 : L'ONUSIDA continuera à développer le dispositif des Fonds d'accélération programmatique (FAP) en l'axant plus stratégiquement sur :

- la planification et le développement des programmes ;
- le renforcement des activités et des capacités de suivi et d'évaluation ;
- le renforcement de la création de partenariats et de la mobilisation des ressources ;
- le financement des actions visant à organiser et promouvoir plus efficacement les ressources techniques fournies par l'intermédiaire des programmes des coparrainants et d'une assistance supplémentaire aux partenaires de programmation dans les pays pour accélérer leurs efforts.

Développement et responsabilités du Groupe thématique

Action 21 : L'ONUSIDA révisera, actualisera et clarifiera la méthode prévue de travail des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA en étroite collaboration avec l'UNDG, en tenant compte des délibérations du CCP sur le Rapport de l'Évaluation et à la lumière des propositions de réforme du Secrétaire général. On insistera particulièrement sur la clarification des responsabilités verticales et horizontales relatives aux activités de lutte contre le VIH/SIDA dans le système du Coordonnateur résident des Nations Unies et avec les bureaux exécutifs respectifs des coparrainants, le CCP et les groupes constitutifs de pays, et sur le renforcement de la collaboration entre le Groupe thématique des Nations Unies, le gouvernement national et d'autres partenaires.

Ressources humaines supplémentaires de l'ONUSIDA dans les pays

Action 22 : Le projet de budget-plan de travail intégré pour le prochain exercice biennal inclura un plan spécifique et des dispositions pour le déploiement de ressources humaines et financières supplémentaires nécessaires pour renforcer les capacités du système des Nations Unies à appuyer les pays qui en ont le plus besoin dans les domaines suivants : suivi et évaluation ; mobilisation et suivi des ressources ; conseils en matière de politiques et services techniques ; mise en place de partenariats, notamment avec la société civile et le secteur privé.

Coordonneurs du Programme ONUSIDA

Action 23 : L'ONUSIDA prendra des dispositions sans tarder pour placer des coordonneurs du Programme ONUSIDA dans les pays en commençant par ceux où le besoin est le plus urgent afin d'aider les pays à entreprendre et à maintenir une riposte élargie efficace ; et d'offrir des occasions stratégiques au système des Nations Unies de contribuer à l'intensification de ces ripostes.

Nomination et rotation des présidents des Groupes thématiques

Action 24 : Dans les pays où le besoin se fait particulièrement sentir, le Directeur exécutif, en concertation étroite avec le Coordonnateur résident des Nations Unies et le Responsable exécutif de l'organisme coparrainant concerné, proposera la nomination de représentants de certains organismes aux fonctions stables de plus d'un an de président du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA.

Formation complémentaire du personnel du système des Nations Unies où le besoin est le plus pressant

Action 25 : Le prochain projet de budget-plan de travail intégré qui sera soumis au CCP prévoira un programme de formation intensif sur le VIH/SIDA, y compris un cours d'introduction, à l'intention de tous les personnels concernés du système des Nations Unies dans les pays où le besoin est le plus urgent. Ce cours doit mettre l'accent sur les méthodes de travail révisées de l'ONUSIDA, et s'accompagner de séances d'information approfondies sur la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement de l'UNGASS. Ce cours devra être élaboré et réalisé en étroite collaboration avec l'UNDG, conformément aux délibérations du CCP sur le Rapport de l'Évaluation.

Activités régionales et interpays à l'appui des pays

Action 26 : Le prochain projet de budget-plan de travail intégré mettra en évidence le mandat révisé des équipes interpays de l'ONUSIDA et l'appui budgétaire y relatif correspondant aux fonctions de base afin de permettre à celles-ci :

- de coordonner les soumissions régionales au budget-plan de travail intégré et la formulation des priorités du système des Nations Unies au niveau régional en matière de VIH/SIDA ;
- de recenser et de promouvoir des ressources techniques internationales et nationales de grande qualité par l'intermédiaire de dispositifs de coordination technique multi-organisations nouvellement mis en place ;
- d'appuyer le renforcement du suivi et de l'évaluation dans les pays ;
- d'appuyer le leadership régional et les activités de mise en place de partenariats ;
- d'appuyer la formation et les cours d'introduction sur la question du VIH/SIDA au sein du système des Nations Unies et chez les partenaires clés du programme dans les pays où le besoin est le plus urgent.

Plaidoyer au niveau mondial

Action 27 : L'ONUSIDA renforcera les activités de sensibilisation et de promotion de la Déclaration d'engagement et des objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire, y compris en forgeant et en appuyant des partenariats avec divers groupes constitutifs, notamment avec la société civile et les ONG, et par le biais de l'intensification de la Campagne mondiale contre le SIDA.

Création de partenariats mondiaux et soutien à ces partenariats

Action 28 : Le prochain projet de budget-plan de travail intégré prévoira des ressources en vue de développer les efforts consentis actuellement pour renforcer et mettre en relation les initiatives d'appui et de développement du leadership en matière de VIH/SIDA des gouvernements, de la société civile, des organisations communautaires, du secteur privé et des acteurs internationaux, en accordant une attention particulière à la participation des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Ces activités doivent être coordonnées avec les mesures prises sur le plan national, le cas échéant. Un examen systématique des partenariats et des accords de collaboration existants sera également entrepris pour permettre un

élargissement et un renforcement des partenariats sur le VIH/SIDA avec les partenaires de la société civile, du secteur public et du secteur privé les plus à même de bien contribuer à la riposte.

Évaluation et suivi

Action 29 : Le prochain projet de budget-plan de travail intégré qui sera soumis au CCP prévoira une expansion plus grande par l'ONUSIDA d'une capacité internationale commune d'appui au suivi et à l'évaluation, qui est actuellement mise en place conjointement avec les grands donateurs et les partenaires internationaux, et inclura :

- un cadre commun pour le suivi et l'évaluation destiné aux partenaires internationaux, harmonisé par le biais du Groupe de référence pour le suivi et l'évaluation (MERG) ;
- des centres de ressources techniques mises en commun aux niveaux mondial et régional à l'appui des activités de suivi et d'évaluation des pays ;
- le renforcement et une meilleure utilisation des systèmes de données, des ressources et des instruments de référence communs existants ;
- des enquêtes de couverture communes sur les indicateurs clés et des études conjointes pour mesurer les indicateurs d'impact.

Recherche opérationnelle

Action 30 : Dans le but d'accroître les capacités à tous les niveaux pour riposter contre l'épidémie, l'ONUSIDA appuiera les efforts de recherche sur le VIH/SIDA comme suit :

- affiner et promouvoir, en collaboration avec les pays, un programme de recherche qui traite des questions prioritaires, notamment des questions de sexospécificité, de stigmatisation et de pauvreté ;
- plaider pour un financement accru de la recherche sur le VIH/SIDA ;
- renforcer la capacité des partenaires des pays et régionaux à entreprendre une recherche opérationnelle appropriée ;
- aider au renforcement des capacités à analyser les données et à traduire les connaissances en politiques et en programmes à l'échelon des pays ;
- appuyer la diffusion élargie des résultats.

Meilleures pratiques

Action 31 : L'ONUSIDA renforcera les activités mondiales et régionales visant à favoriser l'accès élargi aux meilleures pratiques dans les pays du programme, comme il est décrit dans l'Action 17, par le biais d'une action multi-organisations élargie et renforcée en vue de :

- repérer de manière plus systématique les insuffisances dans les domaines des politiques et des programmes clés, en consultation avec les partenaires concernés ;
- analyser et inclure les propositions pertinentes des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA ainsi que celles des principaux partenaires de développement ;
- élargir la diffusion mondiale des meilleures pratiques – en version électronique ou en version papier et traduite en lignes directrices pour les pays – par l'intermédiaire de partenariats appropriés ;
- revoir les méthodologies en matière d'évaluation des meilleures pratiques.

Forums mondiaux sur les politiques et « collaboration horizontale »

Action 32 : L'ONUSIDA intensifiera ses efforts et mettra sur pied des ripostes systématiques pour appuyer l'élaboration de politiques et de stratégies dans les domaines des questions émergentes en

organisant des forums sur les politiques et en leur octroyant un appui en matière d'information. Ces questions traiteront des populations à risque et vulnérables, de l'appui à une collaboration horizontale « de groupe à groupe » et de l'échange des données et de l'information entre entités nationales et régionales.

Informations sectorielles et systèmes de données

Action 33 : Le prochain budget-plan de travail intégré prévoira le renforcement de la collecte et de l'analyse de données dans des secteurs clés à l'échelon mondial, régional et national – en particulier les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, et de la production – y compris l'établissement d'une liste des sources de données existantes et un meilleur accès à celles-ci, la diffusion des analyses clés, l'incitation à la mise au point de méthodologies analytiques comparables et homogènes.

Système d'information sur les ripostes pays (CRIS)

Action 34 : Le prochain projet de budget-plan de travail intégré qui sera soumis au CCP inclura un appui aux niveaux mondial et régional pour une meilleure mise au point et utilisation du Système d'information sur les ripostes pays et d'autres instruments, y compris des dispositions prévoyant :

- un accès aux rapports d'activité annuels sur les efforts de lutte contre le VIH/SIDA du système des Nations Unies pour tous les pays ayant un programme en rapport avec cette question ;
- des catégories et des méthodologies d'établissement des états financiers pour les dépenses relatives à la lutte contre le VIH/SIDA, harmonisées pour tous les grands donateurs et partenaires internationaux et régulièrement mises à jour ;
- des rapports pays par pays régulièrement mis à jour, de tous les grands partenaires financiers (nationaux, multilatéraux, bilatéraux et du secteur privé) sur les décaissements prévus pour l'année en cours, et un rapport établi à partir d'enquêtes et au niveau des projets sur les décaissements effectifs des années précédentes ;
- des analyses et des rapports sur les principaux paramètres des environnements favorables, notamment les politiques et la législation ;
- l'établissement de rapports sur la mise en œuvre des CRIS et d'autres instruments, assortis d'objectifs et d'un calendrier précis.

Mobilisation des ressources

Action 35 : A partir du début de 2003, le Secrétariat de l'ONUSIDA facilitera l'élaboration d'une stratégie de mobilisation mondiale et multipartite des ressources avec pour objectif de susciter un consensus international sur le financement de la riposte mondiale, l'accent étant mis sur les besoins régionaux. Cette stratégie devra garantir la complémentarité de diverses stratégies institutionnelles de mobilisation des ressources. L'ONUSIDA continuera à assister les pays à trouver le moyen d'utiliser au mieux les ressources en place.

Améliorations à apporter au processus du budget-plan de travail intégré

Action 36 : Les efforts déjà consentis pour améliorer le processus du budget-plan de travail intégré pendant l'exercice actuel devraient être poursuivis et inclure :

- le renforcement accru d'une approche de gestion stratégique du suivi actuel de la performance et de la reprogrammation ;
- une plus grande simplification de la présentation du budget-plan de travail intégré comprenant une identification explicite des priorités d'action recensées grâce au Rapport de l'Évaluation ;

- des estimations régionales et sous-régionales des dépenses prévues des coparrainants à l'échelon national devant figurer dans le prochain projet de budget-plan de travail intégré qui sera soumis au CCP.

Gestion

Action 37 : Le CCP encourage le Directeur exécutif de l'ONUSIDA et le Comité des organismes coparrainants (COC) à clarifier les responsabilités inter-institutionnelles et à mettre en place le mécanisme nécessaire à la planification et au développement du programme. Ce mécanisme doit être chargé d'assurer la mise à jour systématique ainsi que la surveillance stratégique et le suivi de la performance du budget-plan de travail intégré et du UNSSP, et de préparer le Rapport de suivi des résultats de l'ONUSIDA.

- 2.6 Le CCP reconnaît les incidences sur les ressources humaines et financières de la mise en œuvre des actions susmentionnées et demande qu'il en soit tenu compte, dans la mesure du possible dans le budget-plan de travail intégré actualisé de 2002-2003, et de manière plus complète dans le budget-plan de travail intégré 2004-2005, qui lui sera soumis pour examen à sa prochaine réunion.
- 2.7 Le CCP décide de créer un groupe de travail à composition non limitée comprenant des membres et observateurs du CCP pour examiner les questions relatives à la gouvernance de l'ONUSIDA, y compris le mandat, les conclusions et les recommandations du Rapport final de l'Evaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA.

A la suite de la recommandation du Président du CCP, le Sénégal et la Suisse sont nommés co-présidents du groupe de travail.

Le groupe de travail préparera un rapport pour le CCP qui inclura une série de recommandations concernant la gouvernance dans le but de faciliter l'accomplissement du mandat de l'ONUSIDA grâce à une gestion plus efficace et plus rationnelle. Ce rapport sera soumis au CCP à sa prochaine réunion ordinaire pour examen.

Les recommandations de ce rapport devront traiter des questions liées à la gouvernance de l'ONUSIDA, à savoir :

- rôles, responsabilités, direction et obligation de rendre des comptes ;
- composition du CCP ;
- méthodes de travail du CCP ;
- relations avec d'autres organes directeurs, notamment ceux des coparrainants ;
- relations entre le COC et le Secrétariat.

Les méthodes du groupe de travail seront établies par les co-présidents en consultation avec les membres du groupe de travail. Le groupe de travail sera assisté par un secrétariat fourni par le Secrétariat de l'ONUSIDA, qui apportera un soutien administratif, gestionnaire et technique.

Point 3 de l'ordre du jour : Accord de partenariat entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

- 3.1 Le CCP prend note des progrès réalisés par le Programme en ce qui concerne l'établissement d'un accord de partenariat avec le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

- 3.2 Le CCP demande instamment au Programme de poursuivre ces discussions en vue d'établir un accord de partenariat qui assure un cadre favorable dans lequel le Secrétariat et les coparrainants pourront continuer à collaborer avec le Fonds mondial, notamment au niveau des pays.
- 3.3 Le CCP reconnaît que le rôle principal du Fonds mondial est de servir de mécanisme de financement. Le CCP note le rôle critique que joue l'ONUSIDA en fournissant des analyses stratégiques, des conseils en matière de politiques et des compétences techniques et en aidant les pays à avoir accès aux ressources du Fonds mondial.
- 3.4 Le CCP note en outre qu'il est nécessaire de continuer à clarifier les rôles et responsabilités de l'ONUSIDA et d'autres partenaires au niveau des pays eu égard aux processus du Fonds mondial.
- 3.5 Le CCP invite le Secrétariat à continuer à négocier, au nom du Programme, un accord de partenariat avec le Fonds mondial et à le soumettre au CCP pour approbation finale.

Point 4 de l'ordre du jour : Compte-rendu des visites sur le terrain

4. Le CCP apprécie les visites sur le terrain organisées par le Gouvernement portugais.

Point 5 de l'ordre du jour : Autres questions

5. Ressources financières nécessaires aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA

Le CCP prend note du rapport sur les Ressources financières nécessaires aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les pays à revenu faible ou moyen et fait des suggestions concernant le renforcement de l'utilisation et de la présentation des données pour les mises à jours futures à l'intention du CCP. Le CCP a raffermit sa décision antérieure de faire en sorte que l'ONUSIDA assume le rôle de chef de file dans l'élaboration d'une stratégie multipartite mondiale de mobilisation des ressources.

Point 6 de l'ordre du jour : Prochaine réunion du CCP

6. Le CCP décide que sa quatorzième réunion se tiendra les 24-25 juin 2003 à Genève.

Point 7 de l'ordre du jour : Adoption des décisions, recommandations et conclusions

7. Le CCP adopte les décisions, recommandations et conclusions de la réunion.

Annexe 3

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

I. MEMBERS / MEMBRES

Member States / Etats Membres

Bahamas

Dr Perry Gomez
Director, National AIDS Programme
Ministry of Health and Environment
Royal Victoria Gardens
P.O. Box N° 1784
Nassau

Tel.: +1 242 322 2839
Fax: +1 242 356 2893

Brazil – Brésil

Dr Paulo Roberto Teixeira
Director
National AIDS Programme
Ministry of Health
SEPN 511 Bl. 'C' 2nd floor
70 750 – 537 ASA NORTE
Brasilia DF

Tel.: +55 61 448 8004
Fax: +55 61 448 8224
E-mail: pteixeira@aids.gov.br

Mr José Marcos Viana
First Secretary
Special Adviser of the Public Relations
and Social Communication Secretariat
Office of the President of the Republic
Palacio do Planalto
Brasilia

Tel.: +55 61 411 4866
Fax: +55 61 223 5089

Ms Maria Deize Camilo Jorge
Second Secretary
Embassy of Brazil
Estrada das Laranteiras No. 144
Lisbon

Tel.: +351 21 724 8523

Mr Felipe Santarosa
Second Secretary
Permanent Mission of Brazil to the
United Nations Office at Geneva
Ancienne Route 17b
1218 Grand-Saconnex - Genève

Tel.: +41 22 929 09 55
Fax: +41 22 788 25 05
E-mail: felipe.santarosa@ties.itu.int

Dr Betina Durovni
Municipal Coordinator for Sexually
Transmitted Diseases and HIV/AIDS
R. Afonso Cavalcante 455/856, Cidade Nova
Rio de Janeiro

Tel.: +55 21 250 32234
Fax: +55 21 229 33210
E-mail: bdurovni@pcrj.rj.gov.br

Dr Jhoney Barcarolo
Consultant, External Relations Office
Brazilian STD/AIDS Programme
Av. W3 Norte, SEPN 511, Bl. « C »
Brasilia

Tel.: (55-61) 448 8019
Fax: (55-61) 448 8130
E-mail: jhoney@aims.gov.br

Burundi

Madame Geneviève Sindabizera
Ministre Chargée de la Lutte contre le SIDA
Ministère à la Présidence chargé de la Lutte
contre le SIDA
P.B. 1139
Bujumbura

Tel.: +257 244 760
Fax: +257 244 758
Email: nakaha_st@yahoo.fr

Canada

Ms Janine Hutt
Senior Programme Manager
United Nations and Commonwealth Program
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Québec

Tel.: +1 819 994 3938
Fax: +1 819 997 6632
E-mail: Janine_hutt@acdi-cida.gc.ca

Mr Christopher Armstrong
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 064

Tel.: +1 819 994 3774
Fax: +1 819 953 3348
E-mail:
Christopher.armstrong@acdi-cida.gc.ca

Ms Reeta Bhatia
Senior International HIV/AIDS Policy Advisor
International Health Division
Health Canada
0908A, BC Bldg, Tunneys Pasture
Ottawa

Tel.: +1 613 941 4765
Fax: +1 613 957 4195
E-mail: reeta_bhatia@hc-sc.gc.ca

Ms Valerie Young
Senior Programme Review Specialist
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Québec

Tel.: +1 819 994 6137
Fax: +1 819 9539130
E-mail: valerie_young@acdi-cida.gc.ca

China - Chine

Mr Liu Peilong
Director-General
Department of International Cooperation
Ministry of Health of the People's Republic of China
1, Xizhi Men Wai Nan Lu, Xicheng District
Beijing

Tel.: +86 10 6879 2281
Fax: +86 10 68792279
E-mail: pllo@chsi.moh.gov.cn

Dr Qi Qingdong
Director
Division of Multilateral Relations
Department of International Cooperation

Tel.: +8610 6879 2275
Fax: +8610 6879 2279
E-mail: qdqo@chsi.moh.gov.cn

Ministry of Health of the People's Republic of China
1, Xizhi Men Wai Nan Lu
Beijing

Dr Wenjie Wang
Ministry of Health of the People's Republic of China
Xizhi Men Wai Nan Lu
Beijing

Tel.: +8610 6879 2363
Fax: +8610 6879 2514
E-mail: wangwej@chsi3.moh.gov.cn

Germany - Allemagne

Mrs Dorle Miesala-Edel
Head of Section
Unterabteilung 32
Federal Ministry of Health
Am Propsthof 7a
D-53121 Bonn

Tel.: +49 228 941 3210
Fax: +49 228 941 4932
E-mail: miesala@bmg.lound.de

Mr Klaus Botzet
Counsellor
Permanent Mission of the Federal Republic of Germany
to the United Nations Office and other International
Organisations in Geneva
Chemin du Petit-Saconnex 28c
Case postale 171
1211 Genève 19

Tel.: (41-22) 730 1248
Fax: (41-22) 730 1285

Mrs Kordula Schulz-Asche
Coordinator AIDS Sector Project
German Technical Cooperation
Agency (GTZ)
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
D-65760 Eschborn

Tel.: +49 61 96791535
Fax: +49 61 96797418
E-mail: kordula.schulz-asche@gtz.de

India – Inde

Mr S.K. Naik
Secretary (Health)
Department of Health
Ministry of Health and Family Welfare
Nirman Bhawan
New Delhi 1

Tel.: +91 11 2301 8863
Fax: +91 11 2301 4252

Italy – Italie

Mme Natalia Quintavalle
Premier Conseiller
Mission permanente de l'Italie auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Chemin de l'Impératrice 10
1292 Pregny

Tel.: +41 22 918 0820
Fax: +41 22 734 6702
E-mail: natalia.quintavalle@ties.itu.int

Japan – Japon

Dr Masami Sakoi
Deputy Director
International Affairs Division
Minister's Secretariat
Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Tel.: +81 3 3595 2404
Fax: +81 3 3502 6678
E-mail: Sakoi-masami@mhlw.go.jp

Dr Hitoshi Murakami
Deputy Director
International Affairs Division
Minister's Secretariat
Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Tel: +813 3595 2404
Fax: +813 3502 6678
E-mail: murakami-hitoshi@mhlw.go.jp

Kenya

Dr Julius S. Meme
Permanent Secretary
Ministry of Health
P.O.Box 30016
Nairobi

Tel.: +254 1 271 3395
Fax: +254 1 271 3234
E-mail: P.S.@Insightkenya.com

Kyrgyzstan – Kirghizistan

H.E. Mr Kurmanbek Ergeshovich Osmonov
First Deputy Prime Minister
Government House
Chyi Avenue, 205, room 711
Bishkek

Tel. : +312 225064
Fax: +312 661232
E-mail: K.Osmonov@mail.gov.kg

Mexico – Mexique

Dr Patricia Uribe Zúñiga
Director General
National Centre of HIV/AIDS Prevention and Control
Calzada de Tlalpan 4585, 2o. Piso
P.O. Box 14050
México D.F.

Tel.: +52 5 5284848
Fax: +52 5 5284220
E-mail: puribe@prodigy.net.mx

Norway - Norvège

Mr Nils Haugstveit
Director General
Department for Development Cooperation Policy
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 8114 Dep
Oslo

Tel.: +47 22 24 3600
Fax: +47 22 24 9580
E-mail: nils.haugstveit@mfa.no

Ms Turid Kongsvik
Senior Adviser
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 8114 Dep
Oslo

Tel.: +47 22 24 39 75
Fax: +47 22 24 27 34
E-mail: tjk@mfa.no

Dr Birgit Lunden
Senior Adviser
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 8114 Dep.
Oslo

Tel.: +47 22 243404
Fax: +47 22 249 580
Email: blu@mfa.no

Portugal

S.E. M. Luis Filipe de Conceição Pereira
Ministre de la Santé
Chef de la Délégation
Lisbonne

Tel.: +351 21 330 5000
Fax: +351 21 330 5161

S.E. M. José Caetano da Costa Pereira
Représentant permanent du Portugal
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Rue Antoine-Carteret 33
Case postale 425
1211 Genève 16

Tel.: +41 22 918 0200
Fax: +41 22 918 0228

M. Fernando Aires Alves Nunes Ventura
Coordinateur
Commission national de lutte contre le SIDA
Ministère de la Santé
Palácio Bensaúde, Estrada Da Luz, 153
Lisbonne

Tel.: +351 21 722 0823
Fax: +351 21 721 0365

M. Paulo Bárcia
Conseiller
Mission permanente du Portugal
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Rue Antoine-Carteret 33
Case postale 425
1211 Genève 16

Tel.: +41 22 918 02 00
Fax: +41 22 918 02 28

Mme Helena Morais Vaz
Directrice des Relations internationales
Commission national de lutte contre le SIDA
Ministère de la Santé
Palácio Bensaúde, Estrada Da Luz, 153
Lisbonne

Tel.: +351 21 722 0823
Fax: +351 21 721 0365
E-mail: hmvaz@cnlcs.min-saude.pt

Romania

Ms Mariana Mardarescu
Vice-president
National Commission for Fighting against AIDS
Ministry of Health and Family
1 Dr Grotovici Street
Bucharest

Tel.: +40 722239136
E-mail: mardarescu@k.ro

Russian Federation - Fédération de Russie

Dr Alexander T. Goliusov
National AIDS Coordinator
Chief HIV/AIDS Prevention Department
Ministry of Health
Rakhmanovsky per 3
Moscow

Tel.: +7 095 973 1393
Fax: +7 095 973 1549
E-mail: goliusov@gsen.ru

Senegal – Sénégal

Docteur Ibra Ndoye
Secrétaire Exécutif
Conseil National de Lutte Contre le SIDA
BP 3435
Dakar

Tel.: +221 8 22 90 45
Fax: +221 8 22 15 07

M. André Basse
Premier secrétaire
Mission permanente de la République du Sénégal
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Rue de la Servette 93
1202 Genève

Tel.: +41 22 918 0830
Fax: +41 22 740 0711

M. Fatou Sarr Ba Ndiaye
Consul Général
Consulat du Sénégal au Portugal
Rua António Pedro No. 46-2^{ème} étage
1000-039 Lisbon

Tel. : +351 21 3160180
Fax : +351 21 3162530

Spain - Espagne

Dr Francisco Parras Vázquez
Secretario, Plan Nacional sobre el SIDA
Ministerio de Sanidad y Consumo
Secretaría General Técnica
Paseo del Prado 18-20
E-28015 Madrid

Tel.: +34 91 4474350
Fax: +34 91 4474563
E-mail: fparras@msc.es

Sweden – Suède

Mr Bengt Gunnar Herrström
Counsellor
Ministry of Foreign Affairs
S-103 39 Stockholm

Tel.: +46 8 405 5482
Fax: +46 8 723 1176
Email:

bengt-gunnar.herrstrom@foreign.ministry.se

Mr Tomas Lundström
Desk Officer
Swedish International Development Agency
10525 Stockholm

Tel.: +46 8 698 5787
Fax: +46 8 698 5647
E-mail: tomas.lundstrom@sida.se

Mr Anders Molin
Senior Programme Officer
Health Division
Dept for Democracy & Social Development

Tel.: +46 8 698 5239
Fax: +46 8 698 5649
E-mail: anders.molin.health@sida.se

Swedish International Development
Cooperation Agency
105 25 Stockholm

Ms Eva-Charlotte Roos
Swedish International Development Agency
105 25 Stockholm

Tel.: +46 8 698 4040
Fax: +46 8 698 5647
E-mail: eva.charlotte.roos@sida.se

Ms Pia Stavås
First Secretary
Permanent Mission of Sweden to the United Nations
Office at Geneva
82 rue de Lausanne
Case postale 190
1211 Genève 20

Tel.: +41 22 908 0800
Fax: +41 22 908 0810

Tunisia - Tunisie

Dr Ahmed El Maamouri
Chargé de la stratégie nationale de surveillance
Des maladies sexuellement transmissibles
Programme national de Lutte Contre le Sida
31 rue Khartoum 1002
Le Belvédère, Tunis
Tunisie

Tel.: +216 717 88314
Fax: +216 717 89679

Zambia - Zambie

H.E. Dr Brian Chituwo
Minister of Health
Ministry of Health
Ndeke House
Box 30205
Lusaka

Tel.: +260 1 253882
Fax: +260 1 253963

Mr Davis Chimfwembe
Director of Planning and Development
Ministry of Health
Box 30205
Lusaka

Tel.: +260 1 253026
Fax: +260 1 253173
E-mail: idadplan@zamnet.zm

Ms Annie Kazhingu
Second Secretary
Permanent Mission of Zambia
Chemin du Champ-d'Anier 17-19
1209 Genève

Tel: +41 22 788 53 30/31
Fax: +41 22 788 53 40
E-mail: AKazhingu@yahoo.com

Cosponsoring Organizations / Organismes coparrainants

United Nations Children's Fund (UNICEF)
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Mr Mark Stirling
Principal Officer, HIV/AIDS
UNICEF House
3, United Nations Plaza
New York, NY 10017

Tel.: +1 212 326 7475
Fax: +1 212 303 7954
E-mail: mstirling@unicef.org

Ms Judith Polsky
Project Officer, HIV/AIDS
3 United Nations Plaza H-8F
New York, NY 10017

Tel.: +1 212 326 7369
Fax: +1 212
E-mail: jpolsky@unicef.org

United Nations Development Programme (UNDP)
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Dr Monica Sharma
Principal Adviser
Team Leader of Special Initiative on HIV/AIDS
Bureau for Development Policy
1 United Nations Plaza, Room DC 1-2092
New York, NY 10017

Tel.: +1 212 906 3687
Fax: +1 212 906 5023
E-mail: Monica.Sharma@undp.org

Ms Nileema Noble
Deputy Resident Representative
UNDP Ethiopia

Tel.: +251 1 521216
Mobile: +251 9223250
E-mail: nileema.noble@undp.org

Ms Chika Saito
HIV/AIDS and Development Specialist
1 United Nations Plaza
New York, NY 10017

Tel.: +1 212 906 5014
Fax: +1 212 906 5023
E-mail: chika.saito@undp.org

International Labour Office/Bureau International du Travail

Mr Franklyn Lisk
Director
ILO Programme on HIV/AIDS and
the World of Work (ILO/AIDS)
4 route des Morillons
1211 Genève

Tel.: +41 22 799 7668
Fax: +41 22 799 6349

Ms Claire Mulanga
Technical Officer
ILO Programme on HIV/AIDS and
The World of Work (ILO/AIDS)
4 route des Morillos
1211 Genève

Tel.: +41 22 799 8227
Fax: +41 22 799 6349
E-mail: mulanga@ilo.org

United Nations Population Fund (UNFPA)
- Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)

Ms Mari Simonen
Director
Technical Support Division
220 East 42nd Street
New York, NY 10017

Tel.: +1 212 297 5212
Fax: +1 212 297 4911
E-mail: simonen@unfpa.org

Dr Suman Mehta
HIV/AIDS Coordinator
220 East 42nd Street
New York, NY 10017

Tel.: +1 212 297 5256
Fax: +1 212 297 4915
E-mail: mehta@unfpa.org

Ms Elizabeth Benomar
Technical Support Division
220 East 42nd Street
New York, NY 10017
USA

Tel.: 1 212 297 5249
Fax: 1 212 297 4915
E-mail: benomar@unfpa.org

United Nations Office for Drugs and Crime (UNODC)/
Programme des Nations Unies pour le Contrôle international des Drogues (PNUCID)

Ms Sumru Noyan
Director, Division for Operations & Analysis
Vienna International Centre
P.O. Box 500
A-1400 Vienna

Tel.: +43 1 2 60604266
Fax: +43 1 260605931
E-mail: sumru.noyan@undcp.org

Mr Moruf Adelekan
Drug Abuse and HIV/AIDS Adviser
Vienna International Centre
P.O. Box 500
A-1400 Vienna

Tel.: +43 1 260604442
Fax: +43 1 260605928
Email: moruf.adelekan@undcp.org

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization /
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Mr Gudmund Hernes
HIV/AIDS Coordinator, Director IIEP
UNESCO-IIEP
7-9 rue Eugène Delacroix
Paris 75116

Tel.: +33 1 450 37716
Fax: +33140728781
E-mail: g.hernes@iiep.unesco.org

Ms Alexandra Draxler
HIV/AIDS Focal Point
UNESCO-IIEP
7-9 rue Eugène Delacroix
Paris 75116

Tel.: +33 1 450 37788
Fax: +33 1 407 28366
E-mail: a.draxler@iiep.unesco.org

World Health Organization (WHO) / Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Dr Bernhard Schwartländer
Director HIV/AIDS (HIV)
World Health Organization

Tel.: +41 22 791 4705/3359
Fax: +41 22 791 4834
E-mail: schwartlanderb@who.int

20 avenue Appia
1211 Genève

Mr Kerry Kutch
Administrative Officer
20 Avenue Appia
1211 Genève 27

Tel.: +4122 791 2191
Fax: +4122 791 4834
E-mail: kutchk@who.int

The World Bank - Banque mondiale

Dr Debrework Zewdie
Global AIDS Advisor
The World Bank
Human Development Network
1818 H. Street, NW
Washington DC 20433

Tel.: +1 202 473 8414
Fax: +1 202 522 3235
E-mail: dzewdie@worldbank.org

Ms Elizabeth Mziray
Operations Analyst
1818 H Street, NW
MSN: G6-600
Washington DC 20433

Tel.: +1 202 458 7036
Fax: +1 202 522 3235
E-mail: emziray@worldbank.org

Representatives of Nongovernmental Organizations/People Living with HIV/AIDS
- Représentants des Organisations non gouvernementales/Personnes vivant
avec le VIH/SIDA

Africa – Afrique

Ms Alice Lamptey
The Ghana HIV/AIDS Network (GHANET)
P.O. Box LG 760
Legon, Accra
Ghana

Tel.: +233 21 774495
Fax: +233 21 774821
E-mail: tvolamp@ghana.com

Ms Fernanda Teixeira
Secretary-General
Mozambique Red Cross
Av. Agostinho Neto 284
Maputo
Mozambique

Tel.: +258 1 497721
Fax: +258 1 497725

Asia & Pacific – Asie et Pacifique

Mr Syed Imran Rizvi
Director
AMAL Human Development Network
House 7, Street 62, G-6/4
Islamabad
Pakistan

Tel.: 92 51 282 7774
Fax: 9251 22722491
E-mail: imranji@hotmail.com

Europe

Mr Pedro Silvério Marques
ABRAÇO
Travessa do Noronha, 5 - 3 Dto
1200 Lisbon

Tel.: +351 213974298
Fax: +351 213977357
Email: abraco@mail.telepac.pt

Latin America & the Caribbean/ Amérique latine et les Caraïbes

Dr Javier Luis Bellocq
Latin America Network of People Living
with HIV/AIDS (REDLA+)
Avda. Las Heras 2207, 4to piso
(1127) Buenos Aires
Argentina

Tel.: 5411 4807 2772
Fax: 5411-4382 9095
E-mail: info@redla.org

North America/Amérique du Nord

Dr Diane Riley
Deputy Director-General
Canadian foundation for Drug Policy /IHRA
23 Hillview Ave
Toronto ON
M6P 1J4 Canada

Tel.: +1 416 604 1752
Fax: +1 416 604 1752
E-mail: rileydm@aol.com

II. OBSERVERS - OBSERVATEURS

Member States - Etats membres

Australia – Australie

Mr Paul Lehmann
Director, HMT
AusAID
GPO Box 887
Canberra ACT 2601

Tel.: +61 2 62064660
Fax: +61 2 62064870
E-mail: paul_lehmann@ausaid.gov.au

Ms Leonie Oates-Mercier
Programme Assistant
Permanent Mission of Australia to the
United Nations Office at Geneva
2 chemin des Fins
C.P. 172
1211 Genève 19

Tel.: +41 22 799 9107
Fax: +41 22 799 9190
E-mail: leonie.oates-mercier@dfat.gov.au

Austria

Dr Jean-Paul Klein
Deputy Head, Infectious Diseases
Austrian Federal Ministry for Social Security
and Generations
Radetzkystr. 2
A-1010 Wien

Tel.: 431 711 4103
Fax: 431 718 7183
E-mail: jean-paul.klein@bmsg.gv.at

Belgium – Belgique

Docteur Jacques Laruelle
Médecin, Chargé de Programmes
Direction Générale de la Coopération
Internationale à Bruxelles
6 rue Brederode
B-1000 Bruxelles

Tel.: +32 2 519 0752
Fax: +32 2 519 0570
E-mail: jacques.laruelle@diplobel.fed.be

Mme Jana Zikmundova
Conseiller
Représentation permanente de la Belgique
Après de l'Office des Nations Unies à Genève
Rue de Moillebeau 58
C.P. 473
CH-1211 Genève 19

Tel.: +41 22 730 4005
Fax: +41 22 734 5079
E-mail: belgium.specialized@freesurf.ch

Cameroon – Cameroun

M. Urbain Olanguena Awono
Ministre de la Santé Publique
de la République du Cameroun
Yaoundé

Tél.: +237 222 01 72
Fax: +237 222 0233
E-mail: olanguena@iccnnet.cm

Dr Maurice Fezeu
Ministère de la Santé Publique
Yaoundé

Tél.: +237 223 5225
Fax: +237 223 1443

Pr. Sinata Koulla Shiro
Ministère de la Santé Publique
Yaoundé

Tél. : +237 223 5225
Fax : +237 223 1443

Dr Yaou Boubakari
Ministère de la Santé Publique
Yaoundé

Tél. : +237 223 5225
Fax : +237 223 1443

Dr Léopold Zekeng
Ministère de la Santé Publique
Yaoundé

Tél. : +237 223 5225
Fax : +237 223 1443

Czech Republic – République tchèque

Dr Jaroslav Jedlicka
National AIDS Programme Manager
HIV Epidemiologist
National Institute of Public Health
Šrobárova 48
10042 Prague

Tel.: +420 2 67 08 26 50
Fax: +420 2 67 08 25 32
E-mail: jdckj@szu.cz

Denmark

Ms Thea Christiansen
Ministry of Foreign Affairs
Asiatisk Plads 2
1448 Copenhagen

Tel.: +45 33921791
E-mail: thechr@um.dk

Dominican Republic

Mr Jaime Manuel de la Rosa
Consejo Presidencial del SIDA
Edificio Cederhsa
Plaza de la Salud
Santo Domingo

Tel.: +809 732 7772
Fax: +809 472 2919

Mr Alejandro Arias
Minister Counsellor
Dominican Republic Embassy
Praça Marques de Pombal 16A
5to Andar
Lisbon

Tel.: +351 21 350 4000
Fax: +351 21 350 4001
E-mail: aarias@serex.gov.do

Finland – Finlande

Ms Vuokko Heikkinen
Counsellor
Ministry for Foreign Affairs
P.B. 176
FIN-00161 Helsinki

Tel.: +358 9 1605 6232
Fax: +358 9 1605 6202
E-mail: vuokko.heikkinen@formin.fi

Ms Kristiina Häikiö
Counsellor
Permanent Mission of Finland
Rue Pré-De-La-Bichette 1
Case Postale 198
1211 Genève 20

Tel.: +41 22 919 4242
Fax: +41 22 740 0287
E-mail: kristiina.haikio@formin.fi

Mr Pekka Holmström
Epidemiologist
National Public Health Institute
Department of Infectious Disease Epidemiology
Mannerheimintie 166
Helsinki

Tel.: +358 9 47448673
Fax: +358 9 47448468

France

M. Philippe Delacroix
Sous Directeur
Ministère des Affaires Etrangères
37 Quai d'Orsay
Paris 75007

Tel.: +33 1 43 17 46 60
Fax: +33 1 43 17 55 58

Mme Catherine Bilger
Chargée de Mission
Ministère de la Santé
Paris 75007

Tel.: +33 1 40567371
E-mail: catherine.bilger@sante.gouv.fr

Mme Eva Nguyen-Binh
Premier secrétaire
Ambassade de la France à Lisbonne
Rua Santos o Vello 3
Lisbonne

Tel.: +351 21 393 9103

Greece

Mrs Evangelia Zacharouli
Hellenic Centre for Infectious Diseases
Control
6-8 Macedonias Str.
10433 Athens

Tel.: +30 210 889 9048
Fax: +30 210 825 4058
E-mail: pr@keel.org.gr

Mr Nicolaos Mangafas
Hellenic Centre for Infectious Diseases
17th November 35
Alimos 17455

Tel.: +30 210 983 3262
Fax: 130 210 641 4468
E-mail: mangafas@otenet.gr

Mr Evangelos Tampakis
Hellenic Centre for Infectious Diseases
Control
6-8 Macedonias Str.
10433 Athens

Tel.: +30 210 889 9048
Fax: +30 210 825 4058
E-mail: pr@keel.org.gr

Ms Maria Vareli
Head of Training Department
Hellenic Centre for Infectious Diseases Control
6-8 Makedonias Str.
P.C. 10433
Athens

Tel.: +30 210 889 9079
Fax: +30 210 889 9000
E-mail: m.vareli@keel.org.gr

Holy See - Saint-Siège

Mgr Leo W. Cushley
Secrétaire de Nonciature
Lisbonne

Tel.: +351 21 317 1130
Fax: +351 21 317 1149

Docteur Guido Castelli Gattinara
Expert
Hospital Bambino Gesù
P.S. Onofrio 4
Rome

Tel.: +39 06 68592190
Fax: +39 06 68592508
E-mail: castelli@opbg.net

R.P. Vitor Francisco Xavier Feytor Pinto
Expert
Rua Beneficiencia 7-1
1000 Lisbonne

Tel.: +351 21 793 1435
Fax: +351 21 795 4212
E-mail: pfeytor.pinto@mail.sitepac.pt

Ireland - Irlande

Mr Kevin Carroll
Consultant
Ireland AIDS
Bishops Square
Redmonds Hill
Dublin 2

Tel.: +353 1 818 6753
Fax: +353 1 818 6753
E-mail: kevincarroll@oceanfree.net

Luxembourg

Docteur Robert Hemmer
Expert
Centre Hospitalier de Luxembourg
Laboratoire de Microbiologie
4, rue Barblé
L-1210 Luxembourg

Tel.: +352 44 11 3091
Fax: +352 44 12 79
E-mail: Hemmer.Robert@chl.lu

Madame Elisabeth Colotte
Attaché de Légation
Ministère des Affaires Etrangères
6 rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg

Tel.: +352 478 2474
Fax: +352 222 048
E-mail: elisabeth.colotte@mae.etat.lu

Mozambique

H.E. Mr Francisco Songane
Minister of Health
Ministry of Health
P.O. Box 264
Maputo

Tel.: +258 1 314488
E-mail: fsongane@teledata.me

Mr Avertino Barreto
Deputy National Director of Health
Ministry of Health
P.O. Box 264
Maputo

Tel.: +258 1 431 305
Fax: +258 1 431 305

Netherlands – Pays-Bas

Ms Els Klinkert
AIDS Coordinator
Netherlands Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 20061
2500 EB The Hague

Tel.: +31 70 3484376
Fax: +31 70 348 5366
E-mail: els.klinkert@minbuza.nl

Mr Lejo van der Heiden
Policy Adviser
Ministry of Health, Welfare and Sport
P.O.Box 20350
2500 EJ The Hague

Tel.: +31 70 340 7243
Fax: +31 70 340 5079
E-mail: lj.vd.heiden@minvws.nl

Ms Monique Middelhoff
First Secretary
Permanent Mission of the Netherlands to the
United Nations Office at Geneva
31-33, avenue Giuseppe Motta
1211 Genève 20 CIC

Tel.: +41 22 7481800
Fax: +41 22 7481818
E-mail: Monique.middelhoff@minbuza.nl

Mr Willem Marinus van der Velden
Netherlands Ministry of Foreign Affairs
Bezuidenhoutseweg 67
2500 EB Den Haag

Tel.: +31 70 3486854
Fax: +31 70 3486564
E-mail: mark-vander.velden@minbuza.nl

Poland

Mr Arkadiusz Nowak
National AIDS Coordinator
Ministry of Health & Social Affairs
Ul. Samsonowska 1
PL-02829 Warsaw

Tel.: +48 22 641 8301
Fax: +48 22 641 2190
E-mail: arknowak@poczta.onet.pl

Mrs Katarzyna Walkowska-Iwianska
International Relations Expert
National Centre for AIDS
Ul. Samsonowska 1
02829 Warsaw

Tel.: +48 22 641 8301
Fax: +48 22 641 2190
E-mail: international@aims.gov.pl

Republic of Korea – République de Corée

Mr Chang-Jin Moon
Counsellor
Permanent Mission of the Republic of Korea
to the United Nations Office at Geneva
12 chemin Edouard Sarasin
1218 Grand-Saconnex

Tel.: 022 748 0032
Fax: 022 748 0002
E-mail: moon_cj@hanmail.net

South Africa – Afrique du Sud

Ms Daisy Mafubelu
Counsellor (Health)
Permanent Mission of South Africa
to the United Nations Office at Geneva
65 rue du Rhône
1204 Genève

Tel.: 022 849 5442
Fax: 022 849 5438
E-mail: daisy.mafubelu@ties.itu.int

Switzerland – Suisse

Monsieur Jacques Martin
Conseiller principal, Affaires multilatérales
Département fédéral des affaires
étrangères
Freiburgstrasse 130
3003 Bern

Tel.: +41 31 322 3447
Fax: +41 31 324 1347
E-mail: jacques.martin@deza.admin.ch

Dr Martine Berger
Special Advisor on Public Health and Development
Swiss Agency for Development and Cooperation
Permanent Mission of Switzerland to the
United Nations Office at Geneva
Rue de Varembe 9-11
Genève 20 1211

Tel.: +41 22 749 2424
Fax: +41 22 749 2437
E-mail: martine.berger@deza.admin.ch

Mr Alexandre von Kessel
Scientific Adviser
International Affairs Division
Federal Office of Public Health
CH-3003 Bern

Tel.: +41 31 322 9481
Fax: 141 31 324 9033
E-mail: alexandre.vonkessel@bag.admin.ch

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland/
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Dr Carole Presern
HIV/AIDS Adviser (Africa)
Department for International Development
c/o HPD, DFID
1 Palace Street
London SW1E 5HE

Tel.: +263 4 774723
Fax: +263 4 775695
E-mail: c-presern@dfid.gov.uk

Mr Jerry Ash
Sexual and Reproductive Health Team
Department for International Development
1 Palace Street
London SW1E 5HE

Tel.: +44 207 0233 0928
Fax: +44 207 0233 0428
E-mail: jash@dfid.gov.uk

Mr Alex Ross
Senior Health Advisor
Department for International Development
1 Palace Street
London SW1E 5HE

Tel.: +44 207 023 0039
Fax: +44 207 023 0174

United States of America – Etats-Unis d'Amérique

Dr Anne Peterson
Assistant Administrator
Global Health Bureau
USAID
1300 Pennsylvania Avenue, NW, 3.9-8
Washington DC

Tel.: +1 202 712 0970
Fax: +1 202 216 3922
E-mail: Apeterson@usaid.gov

Dr Paul R. DeLay
Senior Science Advisor for HIV/AIDS
Global Health Bureau
USAID
1300 Pennsylvania Avenue, NW, 5.10-51
Washington, DC 20523

Tel.: +1 202 712 0683
Fax: +1 202 216 3015
E-mail: PDdelay@usaid.gov

Mr Gary Newton
Director (A)
Office of Regional and Country Support
US Agency for International
Development (USAID)
1300 Pennsylvania Avenue, NW, 3.06-10
Washington, DC 20523-3601

Tel.: +1 202 712 5912
Fax: +1 202 216 3485
E-mail: GNewton@usaid.gov

Mr Scott Evertz
Special Advisor to the Secretary
for the Global Fund
Office of the Secretary, US Department of Health
and Human Services
200 Independence Ave, SW
Humphrey Building Room 639-H
Washington, DC 20201

Tel.: +1 202 690 6174
Fax: +1 202 690 7127
E-mail: scott.evertz@hhs.gov

Nongovernmental Organizations - Organisations non gouvernementales

Mr Meinie Nicolai
SHARE-NET/AIDS Coordination Bureau
P.O.Box 95001
1090 HA Amsterdam
The Netherlands

Tel.: +31 20 568 8356
Fax: +31 20 568 8444
E-mail: m.nicolai@kit.nl

Mr Amilcar Soares
POSITIVO – Grupos de Apoio e Auto-Ajudo
Rua de S. Paulo 216 1ºA
1200-429 Lisbon
Portugal

Tel.: +351 21 342 2976
Fax: +351 21 342 4346

Dr Milton Amayun
Senior Technical Adviser
World Vision International
18745 Sioux Drive
Spring Lake, MI 49456
USA

Tel.: +1 616 846 7490
Fax: +1 616 846 3842
E-mail: iaimilton@aol.com

Ms Monica Ciupagea
International Harm Reduction Development
Programme (IHRD)
NADOR u. 11
H-1051 Budapest
Hungary

Tel.: +361 235 6167
Fax: +361 327 3864
E-mail: ciupagea@osi.hu

Mr Wim Vandeveld
European Aids Treatment Group e.V.
Mindener Str. 33
40277 Düsseldorf
Germany

Tel.: +49 211 7883481
Fax: +49 211 7885414
E-mail: office@eatg.org

Mr Kieran Daly
Policy Officer
International HIV/AIDS Alliance
Queensberry House
104106 Queens Road
Brighton BN1 3XF, UK

Tel.: +44 1273 718977
Fax: +44 1273 718901
E-mail: kdaly@aimsalliance.org

Mr Ricardo Montero
President
GADS
R. Joao Antonio Gaspar 40
Baino Marchal Cermona
2750-380 – Cascais
Portugal

Tel.: +351 21 483 2848
Fax: +351 21 486 1420
E-mail: gads@esoterica.pt

Mr Antonio Henrique Rodrigues Roseiro
Presidente
VITAE – Associacao de Solidariedade
E Desenvolvimento Internacional
Rua Cabo da Boa Esperanca 6
C, Cova da Piedade
2800-361 Almada
Portugal

Tel.: +351 21 275 1710
Fax: +351 21 276 9785

Ms Paula Silva de Sousa
Coordinator
Voluntary Counselling and Testing Center
Fundação Nossa Senhora do Bom Sucesso
Av. Dr Mario Moutinho (Ao Restelo)
1400-136 Lisbon

Tel.: +351 21 301 0353
Fax: +351 21 301 6980

Ms Margarida Martins
President of the Board
Abraço
Travessa do Noronha No. 5, 3º Dto
1250-169 Lisbon

Tel.: +351 21 397 4298
Fax: +351 21 397 7357

Ms Ana Campos Reis
Directora de Serviços
Santa Casa da Misericórdia de Lisboa
Largo Trindade Coelho, nº1
1100 Lisbon

Tel.: +351 21 3235184
Fax: +351 21 3235001

Mr Mário Rui André
Director de Equipamento
Santa Casa da Misericórdia de Lisboa
Largo Trindade Coelho, nº1
1100 Lisbon

Tel.: +351 21 3235184
Fax: +351 21 3235001

Others - Autres

Mr Jefferson Solender
Director External Relations
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis
and Malaria
53 avenue Louis-Casaï
1216 Genève-Cointrin

Tel.: +41 22 791 1748
Fax: +41 22 791 1701

Mr Anil Soni
Advisor to the Executive Director
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis
and Malaria
53 avenue Louis-Casaï
1216 Genève-Cointrin

Tel.: +41 22 791 1707
Fax: +41 22 791 1701
E-mail: anil.soni@theglobalfund.org

Mr Luis Ruiz-Rios
Chief of Mission
International Organization for Migration
Praça dos Restauradores, No. 65-3^o Dto.
1250-188 Lisbon

Tel.: +351 21 324 2949
Fax: +351 21 322 3866
E-mail: iomlisbon@iom.int

Mr Serhiy Borshevskiy
CIS Executive Committee
17 Kirov Str.
220050 Minsk
Belarus

Tel.: 00375 17 222 3926
Fax: 00375 17 227 2339

Prof. Paulo Nossa
University of Minho
ICS-Dr Paulo Nuno Nossa
Campus de Gualtar
4710-057 Braga
Portugal

Tel.: +351 253 604280
Fax: +351 253 676966
E-mail: paulonossa@mail.telepac.pt

Mr Robert Eisinger
Therapeutics Research Coordinator
NIH, Office of AIDS Research
Bldg 2, Rm 4W-17
2 Center Dr., Bethesda MD 20892
USA

Tel.: +1 301 496 0358
Fax: +1 301 402 7769
E-mail: be4y@nih.gov

Management Support Team/Evaluation Supervisory Panel/Evaluation Team
Equipe d'appui administratif/Groupe de supervision de l'évaluation/Equipe de l'évaluation

Dr Euclides Castilho
Chair, Evaluation Supervisory Panel
Faculdade de Medicina da USP
Departamento de Medicina Preventiva
Av Dr Arnaldo 455
01246 903 Sao Paulo SP
Brazil

Tel.: +5511 3062 6822 (ext. 41)
Fax: +55 11 3062 6822
E-mail: Euclides@ids.gov.br
or: castil@usp.br

Ms Torild Skard
Vice-Chair, Evaluation Supervisory Panel
Senior Advisor, Multilateral Department
Norwegian Ministry of Foreign Affairs
Oslo, Norway

Tel.: +47 2224 3701
Fax: +47 2224 2734
E-mail: Torild.skard@mfa.no
and/or: Toriskar@online.no

Prof. Dr Anita Hardon
Member, Evaluation Supervisory Panel
University of Amsterdam
Oudezijds Acterburgwal 185
1012 DK Amsterdam
The Netherlands

Tel.: +31 20 525 2670
Fax: +31 20 525 3010
E-mail: hardon@pscw.uva.nl

Ms Jean Perlin
Team Leader
Management Support Team
c/o UNAIDS
20, avenue Appia
1211 Genève 27

Tel.: 022 791 4671
Fax: 022 791 4768
E-mail: perlinj@unaids.org

Mr Derek Poate
Evaluation Team Leader
ITAD
Lion House
Ditchling Common, Ditchling
Hassocks, West Sussex
BN6 8SG, UK

Tel.: +44 1444 248 088
Fax: +44 1444 248 763
E-mail: derek.poate@itad.com